



## SYNTHESE DE L'ORGANISATION DE CHANTIER

### PARTICULARITES DE L'OPERATION

#### Contraintes spécifiques

Les travaux vont se réaliser proche de voies de circulation et accès depuis la RN164 pour accéder aux différentes zones de chantier ainsi que par la voie communale de Beausoleil pour OA2 et par un chemin d'exploitation privé pour OA4. Le chantier se fera hors circulation par l'intermédiaire d'une déviation provisoire Ouest et une déviation provisoire Est de la RN 164.

#### COVID-19

- Référent COVID du chantier : chaque entreprise intervenante aura un référent COVID-19.
- **Prestation ci-dessous à la charge de chaque entreprise intervenante.**

- Aménagement spécifique des cantonnements : affichage réglementaire et mise à disposition de l'ensemble des produits désinfectants (savon, gel hydroalcoolisé, produits désinfectant, ....).
- Périodicité et localisation du nettoyage et de la désinfection spécifique : journalière pour le nettoyage et une fois par semaine pour la désinfection.
- Points d'eau extérieurs et distributeurs de gel fixes: emplacements au niveau de la base vie.
- Désinfection des équipements en commun à la charge de chaque référent COVID.

### PIC

- Pour la réalisation des ouvrages d'art, chaque entreprise devra réaliser son plan d'installation de chantier. Des plans de principe sont annexés au PGCSPS.
- Pour la réalisation de la trace, le PIC sera réalisé par le lot terrassement. Un plan de principe sera annexé au PGCSPS.

### RESEAUX

#### DICT

#### Prestation à la charge de chaque entreprise intervenante

Chaque entreprise devra réaliser l'ensemble des DICT et devra prendre les dispositions de marquage et de repérage des réseaux existants au retour des DICT.

#### Eau potable de chantier

#### Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot Démolitions, déviations, OA, rétablissements, écran.

Le lot Démolitions, déviations, OA, rétablissements, écran mettra en place le point d'eau au niveau de la base vie et réalisera l'alimentation de la base vie.

<b>Électricité de chantier</b>	<b>Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot Démolitions, déviations, OA, rétablissements, écran</b>
Le lot Démolitions, déviations, OA, rétablissements, écran mettra en place le coffret de chantier au niveau de la base vie et réalisera l'alimentation de celle-ci.	

## INSTALLATIONS DE CHANTIER

<b>Clôtures de chantier</b>	<b>Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot Démolitions, déviations, OA, rétablissements, écran</b>
Les clôtures de type héras seront disposées en limite de propriété.	

<b>Accès piétons</b>	<b>Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot Démolitions, déviations, OA, rétablissements, écran</b>
Accès à l'emprise par portail et cadenas à code.	

<b>Cantonnements</b>	<b>Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot Démolitions, déviations, OA, rétablissements, écran et lot Défrichement, terrassement, assainissement, chaussées</b>
Capacité d'accueil : nombre de vestiaires : pour l'ensemble des intervenants y compris les sous-traitants. Installés dans les bungalows, situés dans l'emprise chantier (voir plan de principe). Sanitaires relais situés sur le futur tracé de la RN164. L'emplacement des installations de chantier ainsi que leurs alimentations devront être confirmés par le SIR.	

<b>Nettoyage de chantier</b>	<b>Prestation à la charge de chaque lot</b>
Jours de la semaine : journalier	

<b>Accès véhicules – Livraisons</b>	<b>Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot Défrichement, terrassement, assainissement, chaussées</b>
Type de portail ouvrant sur charnières Accès en marche avant, Sortie en marche avant	

<b>Places de stationnement</b>	<b>Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot Défrichement, terrassement, assainissement, chaussées et lot Démolitions, déviations, OA, rétablissements, écran</b>
Réservé à l'ensemble des intervenants Emplacements : dans l'emprise du chantier	

## CIRCULATIONS PIETONS ET VEHICULES

### Ouverture/fermeture du chantier

Horaires : 8h00 à 12h00 et 13h00 à 18h00

Qui ouvre, qui ferme : La première entreprise qui arrive ouvre et la dernière entreprise qui quitte le chantier ferme.

### Cheminements sécurisés piétons

**Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot Démolitions, déviations, OA, rétablissements, écran**

Cheminement entre portillon et base-vie sécurisé par des barrières manportables pour les travaux d'ouvrages d'art.

## STOCKAGE

### Aires de stockage

**Prestation à la charge des lots concernés**

Sur terre-plein, en extérieur pour l'ensemble des intervenants.

## EVACUATION DES DECHETS ET MATERIAUX DANGEREUX

### Bennes de chantier

**Prestation à la charge de l'entreprise titulaire de chaque lot**

Chaque entreprise de chaque organisera l'évacuation de ses propres déchets.

## CONDITIONS DE MANUTENTION, D'APPROVISIONNEMENT ET DE LEVAGE

### Levage

**Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot Démolitions, déviations, OA, rétablissements, écran et lot Défrichement, terrassement, assainissement, chaussées**

Chaque entreprise du lot ouvrages d'art et lot assainissement utiliseront les moyens mécaniques de levage (pelle mécanique, tracto-pelle, grue à tour, grue mobile...) avec des élingages normalisées et vérifiées pour la pose des différents éléments pour la réalisation des réseaux et pour la réalisation des différents ouvrages d'art.

### Plateformes de travail : nacelles

**Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot Démolitions, déviations, OA, rétablissements, écran et lot Equipements, signalisations**

Nacelles automotrices :

- travaux effectués : pose des éléments de sécurité routière des ouvrages d'art et pose de la signalisation temporaire et définitives.
- cheminement : depuis la voirie



## PROTECTIONS COLLECTIVES

Protections collectives provisoires	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire des lots Défrichement, terrassement, assainissement, chaussées et Démolitions, déviations, OA, rétablissements, écran
<p><b>1 - Bord de fouilles : lot Défrichement, terrassement, assainissement, chaussées</b>            Les protections seront constituées de lisses métalliques prises sur potelets métalliques.            Elles seront déposées en sécurité après coulage des planchers et remblaiement des pieds de façade.</p> <p><b>2 - Remblaiement périphérique : lot Démolitions, déviations, OA, rétablissements, écran et lot Défrichement, terrassement, assainissement, chaussées</b></p> <p>Réalisée par : le lot ouvrages d'art et lot chaussées et finitions            Date prévisionnelle : après réalisation des ouvrages d'art</p> <p><b>3 – Tabliers ponts : lot Démolitions, déviations, OA, rétablissements, écran</b>            Les protections seront constituées de lisses métalliques prises sur potelets métalliques mis en place dans les fourreaux métalliques incorporés lors du coulage de la dalle.            Elles seront déposées en sécurité après mise en place des protections définitives.</p>	

## SECOURS

Organisation des secours	L'accueil des secours se fera par un salarié de l'entreprise au niveau de l'accès de chaque base vie. Un plan PRS sera mis en place.
Sauveteurs Secouristes - SST	Prestation à la charge des entreprises titulaires des lots ci-dessous
Chaque entreprise devra avoir un sauveteur secouriste sur site	

## SOMMAIRE

<b>SYNTHESE DE L'ORGANISATION DE CHANTIER</b> .....	2
<b>SOMMAIRE</b> .....	6
<b>RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF</b> .....	9
1. Coordonnées des intervenants.....	9
2. Description sommaire de l'opération.....	10
3. Planning prévisionnel.....	11
4. Catégorie de l'opération.....	11
5. Diagnostics établis préalablement aux travaux.....	11
6. Mode de consultation des entreprises et allotissement.....	12
<b>MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE, EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR</b> .....	13
1. Autorisation administratives.....	13
2. DT/DICT.....	13
3. Plan d'installation de chantier.....	14
4. Cantonnements.....	15
5. Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier.....	15
6. Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.).....	16
Intervention sur la ou les zone(s) de travaux.....	16
Interventions lors d'une Vague de Chaleur.....	16
7. Repérage - Consignation des réseaux existants.....	17
8. Electricité provisoire de chantier.....	17
Installation électrique de base à créer.....	17
9. Eau potable du chantier.....	17
Installation de base.....	17
10. Téléphone de chantier.....	18
Téléphone mobile de chantier, mis à disposition.....	18
11. Nettoyage du chantier.....	18
12. Nettoyage des bureaux et cantonnements.....	18
13. Clôtures de chantier – Accès chantier - Signalisation.....	18
Clôtures de chantier.....	18
14. Circulations horizontales des piétons.....	19
15. Circulations des véhicules et engins.....	19
16. Aire de livraison – roulage des charges.....	20
17. Travaux à risques spécifiques.....	20
18. Dispositions particulières aux lots terrassements et VRD.....	22
19. Blindage des fouilles.....	23
20. Protections contre les poussières.....	25
21. Protections collectives provisoires contre le bruit.....	25
22. Zones de stockage.....	26
23. Echafaudages.....	26

24. Grue à tour .....	27
25. Grue mobile - treuil - monte-matériaux .....	27
<b>MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE CSPS en matière de sécurité et de santé, et les sujétions qui en découlent .....</b>	<b>28</b>
<b>1 Accueil sur site et formation .....</b>	<b>28</b>
<b>2 Registre de sécurité .....</b>	<b>28</b>
3 Protections collectives provisoires .....	28
4 Terrassement en tranchées .....	29
5 Amiante .....	29
6 Démolitions .....	29
7 Protections collectives provisoires contre le bruit .....	30
8 Mise en œuvre de banches à coffrer .....	30
9 Utilisation de Plateformes de Travail en Encorbellement (PTE) .....	31
10 Préfabrication .....	31
11 Mise en œuvre de produits dangereux - Gaz d'échappement .....	31
<b>MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS .....</b>	<b>32</b>
1. Autorité et moyens donnés au CSPS par le maître d'Ouvrage .....	32
2. Conditions de coopération avec le CSPS .....	32
3. Visite d'Inspection Commune- P.P.S.P.S. ....	32
4. Modalités de coopération entre entrepreneurs, employeurs, travailleurs indépendants .....	33
5. Enchaînement des tâches .....	33
6. Travaux superposés .....	33
7. Visite et courrier des Organismes Officiels de Prévention .....	33
8. Non-respect des dispositions du Code du Travail .....	33
<b>ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>34</b>
1. Procédures - Accès .....	34
2. Téléphone .....	34
3. Sauveteurs Secouristes du Travail .....	34
4. Trousses de secours .....	34
5. Sirène d'alerte manuelle .....	34
6. Zone de rassemblement .....	34
<b>AFFICHAGE DE SECURITE .....</b>	<b>35</b>
<b>ANNEXE TRAVAUX AU VOISINAGE DE RESEAUX AERIENS ET ENTERRES .....</b>	<b>36</b>
ANNEXE RELATIVE AU RAPPEL DES DISPOSITIONS DU CODE DU TRAVAIL POUR LES LIGNES SOUTERRAINES .....	36
Sous-section 1 .....	37
a) Paragraphe 1 : Champ d'application .....	37
b) Paragraphe 2 : Distances minimales de sécurité : .....	37
c) RESTEZ TOUJOURS A PLUS DE 1 5 METRES DES CANALISATIONS SOUS TENSION .....	38
d) Paragraphe 3 : Travaux exécutés hors tension .....	38
e) Paragraphe 5 : Dispositions communes .....	39
<b>COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL .....</b>	<b>41</b>
1. Constitution du CISSCT .....	41

2. Liste des Membres du CISSCT .....	41
3. Panneau d’affichage du CISSCT .....	41
4. Projet de règlement du CISSCT .....	41
<b>PROJET DE REGLEMENT DU COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CISSCT) .....</b>	<b>42</b>
<b>AFFICHAGE SUR LE CHANTIER DU BTP .....</b>	<b>45</b>
<b>CADRE DU DOCUMENT HARMONISE D’ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SECURITE.....</b>	<b>51</b>

## RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

### 1. Coordonnées des intervenants

Maître d'Ouvrage	Adresse	Représentant	Téléphone – Mail
<b>DREAL</b> Bretagne/IST/DMOI/ROUT	L'Armorique 10 rue Maurice Fabre CS 96515 35065 RENNES Cedex	<b>M. BARRE</b>	Tél. : 02.99.33.44.38 <a href="mailto:benoit.barre@developpement-durable.gouv.fr">benoit.barre@developpement-durable.gouv.fr</a>

Maître d'Oeuvre	Adresse	Représentant	Téléphone – Mail
<b>DIRO / SIROA</b>	L'Armorique 10 rue Maurice Fabre CS 96515 35065 RENNES Cedex	<b>M. BOULLY</b>	Tél. : 02.99.33.46.23 <a href="mailto:henri.boully@developpement-durable.gouv.fr">henri.boully@developpement-durable.gouv.fr</a>

Coordonnateur SPS <i>en phase conception</i>	Adresse	Représentant	Téléphone – Mail
<b>BTP Consultants</b>	ZAC de la Conterie 10 rue Léo Lagrange CS 47614 35176 CHARTRES DE BRETAGNE	<b>M. HERBRETEAU</b>	Tél. : 02.99.78.88.70 <a href="mailto:christophe.herbreteau@btp-consultants.fr">christophe.herbreteau@btp-consultants.fr</a>
Coordonnateur SPS <i>en phase réalisation</i>	Adresse	Représentant	Téléphone – Mail
<b>BTP Consultants</b>	ZAC de la Conterie 10 rue Léo Lagrange CS 47614 35176 CHARTRES DE BRETAGNE	<b>M. HERBRETEAU</b>	Tél. : 02.99.78.88.70 <a href="mailto:christophe.herbreteau@btp-consultants.fr">christophe.herbreteau@btp-consultants.fr</a>

DIRECCTE	Adresse	Représentant	Téléphone – Mail
<b>DDETS</b>	1 Boulevard Edouard PRIGENT CS 2248 22022 SAINT BRIEUC CEDEX 1		Tél. : 02.96.62.81.76 <a href="mailto:ddets-uc1-6@cotes-darmor.gouv.fr">ddets-uc1-6@cotes-darmor.gouv.fr</a>

C.A.R.S.A.T.	Adresse	Représentant	Téléphone – Mail
<b>CARSAT</b>	236, rue de Chateaugiron 35030 RENNES Cedex	<b>M. HURDIEL</b>	Tél. : 02.99.26.74.74 <a href="mailto:drp.btp.carrieres@carsat-bretagne.fr">drp.btp.carrieres@carsat-bretagne.fr</a>

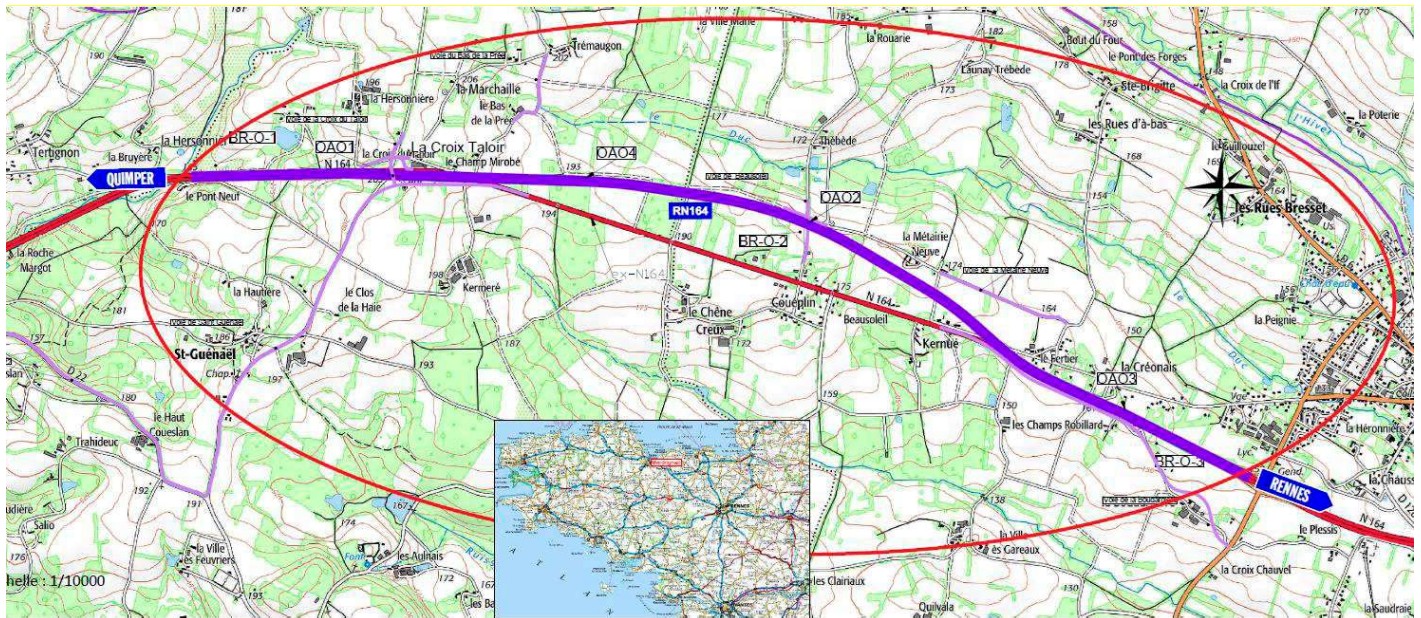
O.P.P.B.T.P.	Adresse	Représentant	Téléphone – Mail
<b>OPPBTP</b>	18/20 rue Banon Rault 35000 RENNES		Tél. : 02.99.38.29.88 <a href="mailto:bretagne@oppbtp.fr">bretagne@oppbtp.fr</a>



## 2. Description sommaire de l'opération

Le projet concerne les travaux de mise en 2X2 voies de la RN164 De la Croix de Taloir et la déviation de Merdrignac Section Ouest à MERDRIGNAC (22).

**Illustration 1: Plan de situation**



Le programme retenu suite à l'enquête publique consiste à :

- mettre à 2x2 voies la RN164 sur l'ensemble de la section soit sur 4,5km en tracé neuf ;
- rétablir l'itinéraire de substitution constitué par :
  - la RD22 à aménager entre l'échangeur de la Lande au Chien et son carrefour avec la voie communale de Saint Guénaël ;
  - la voie communale de Saint Guénaël à aménager entre son carrefour avec la RD22 et le carrefour de la Croix du Taloir ;
  - la portion neuve Ouest de l'itinéraire de substitution à construire entre la voie communale de Saint Guénaël et la RN164 ;
  - la RN164 actuelle à recalibrer à 5m ;
  - la portion neuve Est de l'itinéraire de substitution à construire entre la RN164 et la voie communale de la Boudardière ;
  - la voie communale de la Boudardière à aménager.
- rétablir la VC du Taloir ;
- rétablir la VC de Beausoleil ;
- rétablir la VC de la Créonais ;
- faire un enduit superficiel sur les VC existantes au niveau de la Marchaille et la Métairie Neuve ;
- créer 4 ouvrages d'art neufs (3 rétablissements de VC – 1 passage grande faune) et un écran acoustique ;
- créer 3 bassins de recueil et de traitement des eaux pluviales ;
- créer des ouvrages hydrauliques permettant de rétablir les principaux cours d'eau et écoulements naturels ;
- réaliser des mesures en faveur de l'environnement (aménagements paysagers, protections phoniques, mesures spécifiques faune / flore de compensation zones humides, de compensation d'ensembles boisés, de compensation de zones semi-ouvertes et bocagères).

L'organisation de chantier intégrera les dispositions du « **Guide de préconisation de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus COVID-19** » établi par l'OPPBTP, en vigueur à la date de la signature du Marché de travaux. Chaque entreprise sera tenue de détailler les contraintes afférentes dans son PPSPS.

### 3. Planning prévisionnel

- Délai prévisionnel : 60 MOIS.
  - DCE0 : Fouilles archéologiques ;
  - DCE1 : Défrichement initiale ;
  - DCE2 : Démolitions, déviations, OA, rétablissements, écran ;
  - DCE3 : Défrichement, terrassement, assainissement, chaussées ;
  - DCE4 : Equipements, signalisations ;
  - DCE5 : Mesures compensatoires ;
  - DCE6 : Aménagements paysagers.
- Démarrage prévisionnel : Octobre 2023
- Effectif prévisionnel : En moyenne : 12  
: En pointe : 25

### 4. Catégorie de l'opération

L'opération est classée en 1<sup>ème</sup> catégorie.

### 5. Diagnostics établis préalablement aux travaux

OBJET	RAPPORT	POINTS DE VIGILANCE
Amiante	GINGER CEBTP Dossier N° : OVA2.F5004-4 Etablit le 28/10/2015	- Voir rapport
Amiante	GINGER CEBTP Dossier N° : OVA2.I.5002-49 Etablit le 01/07/2021	- Voir rapport
Etude géotechnique des sols	GINGER CEBTP Dossier N° : OVA2.I5002-27 Etablit le 10/09/2021	- Voir rapport
Etude géotechnique des sols	GINGER CEBTP Dossier N° : OVA2.F5004-16 Merlon O1 Etablit le 30/03/2020	- Voir rapport
Etude géotechnique des sols	GINGER CEBTP Dossier N° : OVA2.F5004-16 Merlon O2 Etablit le 30/03/2020	- Voir rapport
Etude géotechnique des sols	GINGER CEBTP Dossier N° : OVA2.F5004-16 Merlon O3 Etablit le 30/03/2020	- Voir rapport
Etude géotechnique des sols	GINGER CEBTP Dossier N° : OVA2.F5004-16 Merlon O4	- Voir rapport

	<b>Etablit le 30/03/2020</b>	
<b>Etude géotechnique des sols</b>	<b>GINGER CEBTP</b> <b>Dossier N° : OVA2.I5002-26</b> <b>Bassin de rétention BR1</b> <b>Etablit le 10/09/2021</b>	- Voir rapport
<b>Etude géotechnique des sols</b>	<b>GINGER CEBTP</b> <b>Dossier N° : OVA2.I5002-26</b> <b>Bassin de rétention BR2</b> <b>Etablit le 10/09/2021</b>	- Voir rapport
<b>Etude géotechnique des sols</b>	<b>GINGER CEBTP</b> <b>Dossier N° : OVA2.I5002-26</b> <b>Bassin de rétention BR3</b> <b>Etablit le 10/09/2021</b>	- Voir rapport
<b>Etude géotechnique des sols</b>	<b>GINGER CEBTP</b> <b>Dossier N° : OVA2.I5002-0046</b> <b>Ouvrage d'art OA1</b> <b>Etablit le 22/07/2021</b>	- Voir rapport
<b>Etude géotechnique des sols</b>	<b>GINGER CEBTP</b> <b>Dossier N° : OVA2.I5002-0046</b> <b>Ouvrage d'art OA2</b> <b>Etablit le 09/11/2021</b>	- Voir rapport
<b>Etude géotechnique des sols</b>	<b>GINGER CEBTP</b> <b>Dossier N° : OVA2.I5002-0046</b> <b>Ouvrage d'art OA3</b> <b>Etablit le 09/11/2021</b>	- Voir rapport
<b>Etude géotechnique des sols</b>	<b>GINGER CEBTP</b> <b>Dossier N° : OVA2.I5002-0046</b> <b>Ouvrage d'art OA4</b> <b>Etablit le 09/11/2021</b>	- Voir rapport
<b>Etude géotechnique des sols</b>	<b>GINGER CEBTP</b> <b>Dossier N° : OVA2.F5004-16</b> <b>Ecran acoustique</b> <b>Etablit le 31/03/2021</b>	- Voir rapport

## 6. Mode de consultation des entreprises et allotissement

Le marché de Travaux est passé en Corps d'états séparés, et alloti comme suit :

LOT N°01 : Fouilles archéologiques  
 LOT N°02 : Défrichement initiale  
 LOT N°03 : Démolitions, déviations, OA, rétablissements, écran  
 LOT N°04 : Défrichement, terrassement, assainissement, chaussées  
 LOT N°05 : Equipements, signalisations  
 LOT N°06 : Mesures compensatoires  
 LOT N°07 : Aménagements paysagers



## MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE, EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

### 1. Autorisation administratives

Les demandes d'autorisations administratives nécessaires avant démarrage des travaux porteront sur :

- L'occupation du domaine public ;
- La modification du panneautage routier au droit des accès chantier ;
- Le raccordement aux réseaux publics,
- L'installation de grue et de survol.

### 2. DT/DICT

Sur la base des récépissés de DT et du résultat des investigations complémentaires réalisées par le MOA, les DICT seront adressées aux concessionnaires.

Les récépissés de DICT devront être communiqués au CSPS avant tout démarrage des travaux.

Tout personnel intervenant à proximité de réseau devra être en possession de l'AIPR profil « opérateur » délivrée par son employeur ; au moins un salarié devra être en possession de l'AIPR profil « encadrant ».

Conformément aux dispositions du guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité de réseaux, fascicule 1, version 1, l'entreprise doit :

- a) prendre en compte l'ensemble des éléments fournis dans le DCE par le MOA concernant notamment les réponses aux DT et les résultats des éventuelles investigations complémentaires ou opérations de localisation ;
- b) avant l'exécution des travaux :
  - soit consulter le téléservice (après inscription) du guichet unique en indiquant la zone d'emprise des travaux envisagés (adresse, plan), préalablement à tout travaux et faire une DICT auprès de chaque exploitant indiqué par le guichet unique,
  - soit saisir sa DICT directement auprès d'un prestataire d'aide ayant signé une convention avec l'INERIS
  - soit saisir sa DICT, à partir des coordonnées des exploitants obtenues en mairie.
- c) prendre en compte les clauses techniques et financières particulières fixées dans le marché s'il n'a été réalisé en phase projet ni investigations complémentaires ni opérations de localisation
- d) prendre en compte l'ensemble des réponses faites par les exploitants aux DICT pour la préparation du chantier ;
- e) ne pas commencer les travaux avant de s'être fait communiquer les récépissés de DICT de tous les exploitants de réseaux sensibles, ou avant le rendez-vous sur site avec l'exploitant ;
- f) maintenir en bon état le marquage ou piquetage dans l'ensemble de la zone d'emprise des travaux restant à exécuter ;
- g) s'assurer que ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux disposent des compétences nécessaires, et des AIPR en cours de validité, lorsque celles-ci sont obligatoires (encadrant de chantier, conducteur d'engins, intervenants sur chantier de travaux urgents) ainsi que, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour l'approche des réseaux électriques ;
- h) prendre connaissance des recommandations générales du guide technique relatif à l'encadrement des techniques de travaux (fascicule 2 du guide d'application de la réglementation, version 3) et appliquer strictement les prescriptions fixées par ce guide technique ;
- i) prendre en compte et appliquer les prescriptions indiquées par les exploitants dans les récépissés de DICT ;
- j) informer ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux :
  - de la localisation des réseaux et de leurs organes de sécurité dont l'emplacement a été communiqué dans les récépissés de DICT ;
  - des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors des travaux ;

k) surseoir aux travaux en cas de découverte fortuite de réseaux souterrains non identifiés au préalable ou de constat d'une position des réseaux non conforme à celle indiquée dans les réponses aux DT ou aux DICT et prévenir le MOA, s'il estime que la sécurité de ses salariés peut être mise en cause ;

l) signaler à l'exploitant et au responsable de projet concernés dans les plus brefs délais tout endommagement même superficiel d'un réseau, tout déplacement supérieur à 10 cm d'un réseau flexible (par exemple câbles et réseaux en polyéthylène, etc.), ou toute autre anomalie en utilisant le constat contradictoire en cas de dommage (Annexe G du fascicule 3) ;

m) conserver sur le chantier :

- les récépissés de DICT
- le compte-rendu de marquage-piquetage réalisé sous la responsabilité du MOA pour les ouvrages des exploitants qui ont fourni des plans et, le cas échéant, le plan de synthèse mis à jour ;
- le compte-rendu de marquage piquetage suite à réunion sur site pour chacun des ouvrages dont l'exploitant n'a pas fourni de plan ;

n) appliquer, lors d'un endommagement d'un réseau de gaz avec fuite, les quatre actions suivantes :

- arrêter immédiatement le fonctionnement des engins de chantier ;
- alerter immédiatement les sapeurs-pompiers puis l'exploitant du réseau concerné ;
- aménager une zone de sécurité immédiate dans la mesure du possible ;
- accueillir les secours à leur arrivée et rester à leur disposition autant que nécessaire.

En aucun cas, l'exécutant de travaux ne doit intervenir sur les ouvrages endommagés et, en particulier, tenter de colmater la fuite, d'éteindre le gaz enflammé, de remblayer, etc.

### 3. Plan d'installation de chantier

Pendant la période de préparation et au plus tard au démarrage effectif des travaux sur site, les plans d'installations de chantier seront présentés au CSPS.

Le Plan d'installation de chantier précisera, pour chaque phase principale de travaux :

- Le tracé des clôtures de chantier, avec implantation des accès véhicules et piétons ;
- L'emplacement des réseaux extérieurs à l'emprise des clôtures de chantier, repérés dans un plan de synthèse, intégrant les informations obtenues dans les retours de DICT ;
- L'implantation des réseaux aériens et enterrés, fosses et regards, dans l'emprise des clôtures de chantier ;
- L'emprise des chantiers en cours dans le périmètre impacté par le démarrage de l'opération ;
- L'organisation du trafic piéton, véhicules et engins, autour du chantier, avec indication précise du panneautage et toutes modifications apportées à la situation existant avant travaux ;
- Le principe de circulations piétonnes, véhicules et engins, intérieures au chantier, ainsi que leurs limites d'emploi (résistance, gabarits, pentes, etc.) ;
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules ;
- Les zones tampon de stationnement ;
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets ;
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement ;
- L'implantation des zones de stockage ;
- L'aire de lavage – aire de nettoyage des roues de véhicules ;
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- L'implantation des zones de cantonnements.

Ces plans à jour seront affichés au mur du bureau de chantier. Toutes les entreprises devront se conformer aux dispositions portées sur ce plan.

## 4. Cantonnements

Les cantonnements seront implantés de telle sorte que leur accès soit possible sans avoir à traverser des zones en travaux.

Ils comporteront une partie sanitaires, une partie réfectoire, et une partie vestiaires :

Ces cantonnements seront installés dans des unités préfabriquées, type bungalows ou dans des roulottes autonomes, permettant d'accueillir chacune 4/6 personnes.

### Sanitaires

Conformément aux recommandations de la NT 27 de la CRAMIF, ils seront équipés d'un WC, d'un urinoir pour 16/20 personnes, d'une douche pour 8 personnes devant utiliser cet équipement, ainsi que d'un lavabo pour 5 personnes, et seront mis à la disposition de tous les intervenants jusqu'à fin des travaux.

Les douches seront directement accessibles depuis la partie vestiaires, sans avoir à passer par un couloir.

Un sanitaire dédié sera mis à disposition du personnel féminin.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les locaux seront chauffés.

Ils disposeront en permanence de papier hygiénique, essuie-mains, savons, etc.

### Réfectoires

Les réfectoires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ils seront chauffés et climatisés.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les tables, chaises, four à micro-ondes, réfrigérateurs et éviers, poubelles, etc...seront mis à la disposition de tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

### Vestiaires

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Un local vestiaire séparé sera dédié au personnel féminin, en cas de besoin.

Ils seront chauffés et climatisés.

Les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants seront à double compartiment et tablette, avec ventilation haute et basse, condamnation par morillon porte-cadenas.

Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.

## 5. Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier

Les accès au chantier seront clairement interdits aux tiers, par mise en place d'un accès dédié, accompagné de panneaux interdisant l'accès au public.

Les personnels salariés des entreprises présentes sur site seront tenus de détenir sur eux leur Carte d'Identification Professionnelle des Salariés du Bâtiment et des Travaux Publics, afin d'en permettre le contrôle par les agents de contrôle compétents.

Les artisans seront tenus de présenter leur Carte Professionnelle délivrée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. Tout intervenant sans Carte Professionnelle pourra être exclu de l'opération, par le représentant du MOE ou du MOA, jusqu'à régularisation de sa situation.

Le registre unique du personnel de chaque entreprise sera mis à jour quotidiennement et sera disponible sur site.

## 6. Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

D'une manière générale, l'ensemble du personnel destiné à accéder au site devra au minimum être équipé :

### Portés en permanence

- D'un casque (NF EN 397). Les casques ont un âge limite d'utilisation donné par le fabricant en fonction du matériau constituant la calotte

Matériaux constituant la calotte	Abréviation des matériaux	Age limite d'utilisation Casques ayant la marque NF
Polyéthylène	PE	24 mois
Polyamide	PA	36 mois
Polycarbonate	PC	36 mois
Polyester renforcé	UP ou GPR	48 mois

- De chaussures ou bottes de sécurité (NF EN 345 marquage CE), munies d'un embout de protection et d'une semelle anti-perforation.
- Baudriers Fluorescents.



De plus le personnel devra avoir des tenues de protection adaptées, aux tâches à effectuer et aux conditions météorologiques dans lesquelles elles se réalisent.

Sur autorisation du coordonnateur et pour des interventions ponctuelles, le travail avec harnais sera autorisé avec stop chute et sera obligatoirement croché sur une ligne de vie installée sur des points d'ancrages de la structure.

### Intervention sur la ou les zone(s) de travaux

Les travailleurs auront l'obligation de porter des vêtements de haute visibilité (gilet rétro réfléchissant,...). Les entreprises et tout intervenant devront respecter les consignes données par la maîtrise d'œuvre pour accéder ou repartir dans la zone des travaux.

### Interventions lors d'une Vague de Chaleur

Les employeurs doivent :

- Prévoir une organisation du travail permettant de réduire les cadences si nécessaires, d'alléger les manutentions manuelles, etc.
- Prévoir une organisation du travail permettant au salarié d'adapter son rythme de travail selon sa tolérance à la chaleur.
- Informer tous les travailleurs des risques, des moyens de prévention, des signes et symptômes du coup de chaleur (Document établi par le médecin du travail et l'INRS notamment)
- Afficher les recommandations à suivre pour les salariés prévus au niveau du plan d'action.
- Adapter les horaires de travail dans la mesure du possible : début d'activité plus matinal, suppression des équipes d'après midi.
- Organiser des pauses aux heures les plus chaudes, si possible dans une salle plus fraîche

- Mettre à disposition de l'eau potable fraîche pour la boisson (article R.4225-2 du code du travail). Installer des sources d'eau potable fraîche à proximité des postes de travail. Les travailleurs doivent disposer **d'au moins 3 litres d'eau par personne et par jour**.



## 7. Repérage - Consignation des réseaux existants

Toutes les installations maintenues actives (réseaux sous tension, canalisations sous pression, etc...) seront repérées par mise en un œuvre d'un fourreautage de couleur rouge, avec étiquetage informant de la nature du réseau et du danger.

En limite de parcelle, les canalisations de gaz seront séparées physiquement du réseau public maintenu sous pression.

Un marquage ou un piquetage au sol permettra, pendant toute la durée du chantier, de signaler le tracé de tout élément souterrain situé dans l'emprise ou à moins de 2 mètres, en projection horizontale, de l'emprise des travaux, et susceptible, compte tenu de sa profondeur, d'être endommagé par les travaux.

Avant démarrage de tous travaux, un chargé de consignation sera désigné nommément dans le PPSPS de l'entreprise. La déconsignation éventuelle des réseaux ne pourra être réalisée que par le chargé de consignation.

Avant chaque phase de travaux, l'ensemble des installations électriques, fluides et gaz situées dans l'emprise des interventions devront avoir été consignées par le chargé de consignation.

Chaque consignation/déconsignation de réseaux sera portée au registre de sécurité de l'entreprise, et signifiée à la Maîtrise d'œuvre.

## 8. Electricité provisoire de chantier

### Installation électrique de base à créer

L'armoire générale de chantier sera installée à proximité du point de livraison existant, désigné par le Maître d'Œuvre.

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement séparé de l'armoire au niveau de la base vie ;
- Le branchement séparé des cantonnements de chantier.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA) (une personne qualifiée de l'entreprise répondant aux critères définis par l'arrêté du 22 décembre 2011, pour les opérations de 3° catégorie, dont la puissance n'excède pas 100 KVA).

## 9. Eau potable du chantier

### Installation de base

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable les cantonnements, les points de puisage nécessaire à la réalisation des travaux ainsi que l'aire de lavage/de nettoyage des roues de véhicules.



Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaires, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protection nécessaire au passage du réseau, le comptage et le sous-comptage éventuel, la mise hors gel des réseaux (cordon chauffant obligatoire vers les cantonnements et réseaux de distribution principaux), etc.

## **10. Téléphone de chantier**

### **Téléphone mobile de chantier, mis à disposition**

Chaque entreprise mettra à disposition un téléphone portable en parfait état de marche (batterie chargée) à l'ensemble de ses équipes.

Un essai émission/réception permettra de vérifier la présence effective de réseau autour du bureau de chantier. Cet essai devra être consigné dans le registre de sécurité.

A défaut de réseau stable le Maître d'œuvre et le CSPS conviendront de la conduite à tenir, et en informeront l'ensemble des personnels sur site. Cette passation de consignes sera portée au CR de réunion de chantier ; chacun des personnels concernés devra émarger sur sa fiche d'accueil (ou toute autre support équivalent) de l'Entreprise.

## **11. Nettoyage du chantier**

Chaque lot se chargera de l'évacuation de ses déchets quotidiennement.

En cas de manquement, et sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra :

- Affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;
- Ordonner le nettoyage général du chantier, par une entreprise extérieure au chantier, autant de fois que nécessaire.

## **12. Nettoyage des bureaux et cantonnements**

Pendant toute la durée du chantier, une campagne de nettoyage des bureaux de chantier, des sanitaires, des vestiaires et des réfectoires sera organisée quotidiennement.

Sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise présente sur le chantier ou extérieure à l'opération.

## **13. Clôtures de chantier – Accès chantier - Signalisation**

### **Clôtures de chantier**

La prestation comprendra la mise en œuvre, dès que nécessaire :

- de panneaux de signalisation routière ;
- des clôtures de chantier délimitant l'emprise ;
- de portails d'accès.

Les installations provisoires ci-dessus seront évacuées en fin de travaux, afin de restituer le domaine public en l'état porté au constat réalisé avant démarrage des travaux.

En phase travaux, les clôtures de chantier délimitant l'emprise seront constituées par des éléments semi-grillagés amovibles sur lests, conformes aux arrêtés municipaux, d'une hauteur de 2 mètres minimum, avec menottage et jambes de force. Elles seront maintenues en place jusqu'à la fin des travaux de la première phase.

L'ensemble des éléments ci-dessus, ainsi que tout panneautage de chantier, devra être stable aux vents force 9 sur l'échelle de Beaufort (fort coup de vent). Le bureau d'étude de l'entreprise devra justifier par le calcul les dispositions adoptées en termes de tenue des supports (poteaux, lisses), de fixation du bardage et de contreventement.

## Signalisations et Autorisations



Chaque entité intervenante se chargera, de toutes démarches auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toute autorisation, instructions ou accords nécessaire au chantier.

Les signalisations (fourniture, installation et maintenance), seront à la charge de chaque entreprise et placés, de manière visible, comportant notamment les indications suivantes ; “ Port du Casque Obligatoire ”, “ Chantier Interdit au Public ”, “ Ralentir ”, “ Sortie de Camions ”. “ Travaux de .... ”, “ Danger ”.

L'entreprise ne pourra se refuser de compléter ou d'améliorer les mesures de protection, de signalisation, de balisage et d'éclairage qu'elle aurait prises d'elle-même si elles sont jugées insuffisantes par le coordonnateur ou le Maître d'Ouvrage.

- En cas de circulation alternée se mettre en rapport avec les autorités compétentes pour obtenir un arrêté pour circulation.
- En cas de déviation se mettre en rapport et en règle pour obtenir les autorisations avec les autorités compétentes.

L'entreprise ne pourra se refuser de compléter ou d'améliorer les mesures de protection, de signalisation, de balisage et d'éclairage qu'elle aurait pris d'elle-même si elles sont jugées insuffisantes par le coordonnateur ou le Maître d'Ouvrage

Dans ce cas, il ne pourra prétendre à aucune indemnité supplémentaire. Dans le cas de la non-réalisation des compléments demandés ils seront immédiatement réalisés par une tierce entreprise aux dépenses imputées à l'entreprise défaillante. Dans tous les cas, l'entrepreneur sera seul responsable des accidents qui seraient reconnus provenir de sa négligence ou de celle de ses agents ou ouvriers.

Une vérification de l'installation sera effectuée avant le début des travaux et les observations consignées au registre journal et il devra en être tenu compte avant toute poursuite de travaux.

## 14.Circulations horizontales des piétons

Toutes les circulations provisoires horizontales pour piétons seront sécurisées, libres de tout stockage et déchets, sans accumulation d'eau, etc., pendant toute la durée des travaux, en particulier :

- Entre le portail d'accès et les cantonnements
- Entre les cantonnements et les postes de travail.

Les circulations seront séparées physiquement des voies empruntées par les véhicules et engins, par des GBA dès que nécessaire (zones de retournement des véhicules, pistes de chantier, etc...). Leur entretien et leur adaptation quotidienne, seront dus jusqu'à réception des travaux.

Les zones non accessibles aux piétons seront interdites d'accès par barriérage et panneau avertisseur adéquat.

## 15.Circulations des véhicules et engins

La circulation des véhicules est limitée à l'aire de livraison, depuis les portails d'entrée et de sortie de l'emprise.

Ces circulations seront tenues hors d'eau pendant toute la durée des travaux par empierrement simple sur plateforme de terrassement, avec interposition d'un feutre anti-contaminant.

Ces circulations seront tenues hors d'eau pendant toute la durée des travaux par réalisation des structures de voirie, hors revêtement de finition.

La vitesse des véhicules sera limitée à 10 km/h dans l'emprise chantier. Un affichage par panneaux limitatifs sera effectué depuis l'accès véhicules, avec rappel tous les 30 m environ.

## 16. Aire de livraison – roulage des charges

Aucune opération de chargement ou déchargement, quelle que soit sa durée, ne sera autorisée hors de l'emprise des clôtures de chantier.

Chaque aire de livraison sera adaptée, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux opérations de chargement et déchargement de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

## 17. Travaux à risques spécifiques

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux en hauteur	Suivant le décret n° 2004-924 du 1 <sup>er</sup> septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective	Lot ouvrages d'art Lot signalisation verticale temporaire et permanente
Traitement aux liants hydrauliques	Les opérateurs devront utiliser des équipements de protection individuels (E.P.I) pour la protection des voies respiratoires et les yeux.  Les travaux seront réalisés sans grand vent et sans situation de co-activité avec d'autres entreprises.  Toutes les mesures seront prises pour limiter les nuisances sur l'environnement proche.	Lot terrassement Lot chaussée et finitions
Interventions sur regard de visite	Le travail, sur ces ouvrages, consistant à retirer une protection collective, trappe ou une dalle, avant de les rehausser, l'entreprise aura à reconstituer cette protection collective dès son arrivée sur le site à l'aide : <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un garde-corps si le personnel n'est pas amené à travailler dans l'ouvrage,</li> <li>- d'un garde-corps et de planchers de travail dans l'ouvrage si le personnel est amené à intervenir dans celui-ci</li> </ul> Le mode de pose et de dépose des protections mises en place sera développé dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise.	Lot assainissement
Travaux de pose de canalisations	Les fouilles en tranchées exposent les salariés à des risques graves, et en particulier à des risques d'éboulement : <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans tous les cas pour une profondeur supérieure à 1.30 m et pour une largeur inférieure aux 2/3 de la hauteur</li> <li>- suivant la nature et l'état du terrain</li> </ul> Le talutage des parois peut éviter l'utilisation de blindage, mais l'angle doit être défini en fonction de la nature du terrain, de sa cohésion et de sa teneur en eau.  A défaut d'étude particulière, retenir un angle de 45°, soit au rapport de 1 pour 1.  En fonction de la nature des travaux à réaliser, l'entrepreneur définira le mode d'étalement des fouilles adéquat.	Lot assainissement



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>Pour le choix du matériel, il est recommandé d'obtenir des fabricants de blindage les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dimension et poids des différents éléments ;</li> <li>- résistance à la poussée des terres ;</li> <li>- mode d'emploi ;</li> <li>- Limites d'utilisation du matériel.</li> </ul> <p>Pour les zones circulées, tenir compte des surcharges amenées par le déplacement des camions et engins à proximité de la fouille.</p> <p>En outre, l'entrepreneur déterminera le nombre de blindages nécessaires en fonction du chantier et s'assurera que les conditions de transport et de mise en place de ceux-ci sont compatibles avec les engins de transport et de manutention envisagés pour la réalisation du chantier.</p>	
Utilisation de lasers d'alignement	<p>Le laser d'alignement est un appareil qui émet une lumière amplifiée obtenue par l'émission stimulée d'un rayonnement électromagnétique.</p> <p>Il émet une lumière visible de couleur rouge très caractéristique.</p> <p>L'ensemble des personnes travaillant dans un chantier où un laser est utilisé doivent être informées des risques de lésion oculaires en cas d'exposition de l'œil afin qu'elles ne recherchent pas à fixer volontairement le rayonnement.</p> <p>Lors de l'utilisation de l'appareil, mettre en place le panneau normalisé signalant le fonctionnement du laser.</p> <p>Délimiter, et si possible interdire matériellement l'accès à la zone où une exposition accidentelle de l'œil est dangereuse. Celle-ci mesure environ 6.00 m dans l'axe du rayon.</p> <p>Ne pas manquer de former les nouveaux arrivants.</p>	Lot assainissement
Utilisation de gamma densimètres	<p>Le gamma densimètre est un appareil contenant une source radioactive close permettant de mesurer la compacité des matériaux.</p> <p>La possession et l'utilisation d'un gamma densimètre sont soumis à déclaration et autorisation spécifiques.</p> <p>Un suivi médical particulier est obligatoire pour le technicien opérateur.</p> <p>S'assurer que l'appareil est à jour des vérifications périodiques réglementaires et est en bon état de marche.</p> <p>S'assurer que l'opérateur est habilité et est à jour des visites médicales obligatoires.</p> <p>Mettre en place le panneau normalisé signalant la présence d'une source radioactive.</p> <p>Tenir éloigné de l'appareil toute personne n'ayant pas de rapport avec l'utilisation de celui-ci.</p>	Lot chaussée et finitions

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	Manipuler et transporter l'appareil avec précaution.	
Travaux divers	<p>Certains travaux sont susceptibles d'engendrer des risques, tant au niveau du salarié qui les exécute que du personnel situé à proximité de la zone. Les entreprises proposeront pour chacun d'eux, dans leurs PPSPS des mesures préventives. Elles pourront s'appuyer en cela sur les fiches éditées par l'OPPBTP.</p> <p>Les travaux suivants seront développés dans les PPSPS par les entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réalisation et repli de balisages sous circulation ;</li> <li>- travaux au voisinage de réseaux sous tension ;</li> <li>- pose et dépose de bordures ;</li> <li>- surélévation de regards ou de trémies ;</li> <li>- méthodologie de blindage ;</li> <li>- manutention des coques préfabriquées ;</li> <li>- pose et dépose de la signalisation routière.</li> </ul> <p>Cette liste n'est pas exhaustive.</p>	Tous les lots

## 18. Dispositions particulières aux lots terrassements et VRD



Les véhicules et engins du chantier seront pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 (signalisation temporaire du 6 Novembre 1992). Tout véhicule de transport sera obligatoirement muni d'un avertisseur de recul. Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

### CACES HABILITATION CONDUITE ENGIN

En plus de la recommandation CNAM R 372 et du décret 98-1084 Art R. 4323-56 du Code du Travail et de l'arrêté du 2 / 12/1998, l'entreprise fournira les CACES, les habilitations de conduite ainsi que l'aptitude au pilotage des PEMP selon classification ci-dessous.

Catégorie 1 (Tracteurs et petits engins de chantier mobiles)	Catégorie 6 (Niveleuses)
Catégorie 2 (Pelles engins de fondation spéciale)	Catégorie 7 (Compacteurs)
Catégorie 3 (Bouteurs tracteurs à chenilles)	Catégorie 8 (Tombereaux décapeuses)
Catégorie 4 (Chargeurs, chargeuses pelleuses)	Catégorie 9 (Chariots élévateurs de chantier)
Catégorie 5 (Finisseurs, coffrage glissant, gravillonneur)	

Pendant ses ouvrages les intervenants devront :

- Maintenir la signalisation durant la durée des travaux, en la faisant évoluer selon l'environnement

du chantier et ses différentes phases.

- Faire procéder à une vérification avant l'ouverture et la fermeture journalière de chantier.
- Signaler les incidents et y remédier sans tarder.
- Faire respecter les distances de sécurité entre la zone d'évolution des engins et les ouvriers et interdire la circulation des personnes dans le rayon d'action des machines.
- Nettoyer les voiries sur simple demande du coordonnateur ou du Maître d'œuvre.
- Lors des travaux de réseaux enterrés, prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter les éboulements en blindant ou en talutant les fouilles en tranchée au delà de 1,30m
- Poser des passerelles pour conserver les accès aux différents postes de travail.
- Baliser et neutraliser les zones à risque.
- Mettre en place, sur la totalité de leur longueur, une signalisation pour les fouilles en tranchée de moins d'un mètre par un filet ou bande rouge et blanche à un mètre du bord des excavations et des garde-corps rigides aux abords des fouilles supérieures à 1 mètre.
- Mettre des capuchons à larges débords sur tous les fers plantés dans le sol qu'ils soient destinés au piquetage.

Écoulement des eaux :

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour que soit assuré, à tout moment, l'écoulement des eaux superficielles. Il devra, en outre, conduire les travaux afin de permettre l'évacuation des eaux de toute nature (eaux pluviales, d'infiltration, de canalisation, etc ...).

Tous les fers en attente:

- De fondation,
- De superstructure,
- De piquetage,
- De neutralisation de zones,

Seront soit crossés ou munis de capuchons à larges



débords de type champignon.

## 19. Blindage des fouilles

Au fur et à mesure de l'avancement du chantier, n'oubliez pas de :

### 1 - Blinder les fouilles d'une profondeur supérieure à 1.30 mètre.

#### Sécurité pour les travailleurs dans la tranchée

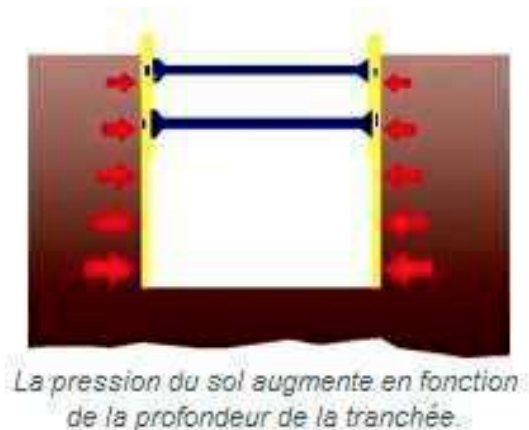
Toute excavation non blindée représente un danger en puissance pour les personnes qui travaillent sur ces chantiers. Être enseveli sous les décombres d'une fouille est aussi dramatique qu'un accident d'avalanche. Par conséquent, la législation prévoit et prescrit les systèmes de blindages pour les travaux en fouille.



### Installation de Blindage

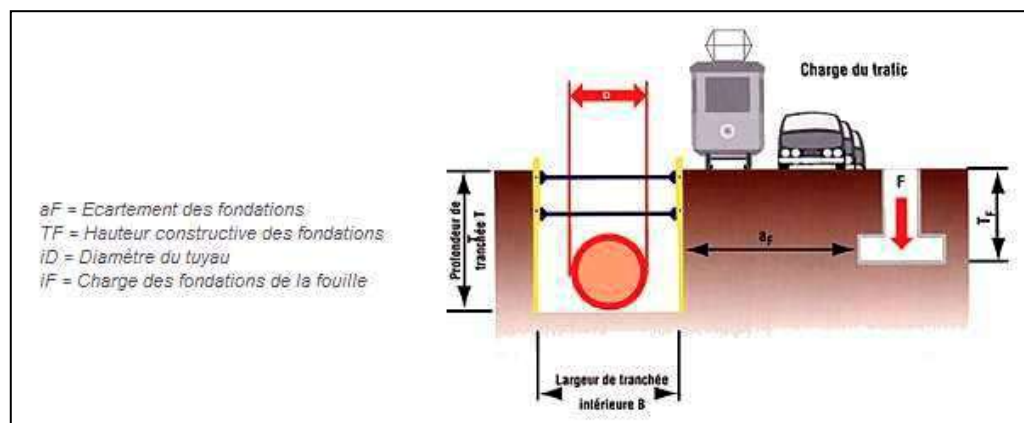
La pression du sol augmente en fonction de la profondeur de la tranchée.

Les autres facteurs importants qui influencent la valeur de la grandeur de la pression du sol sont la nature du terrain, l'existence d'une nappe phréatique, ainsi que les surcharges résultant de la circulation et des édifices adjacents.



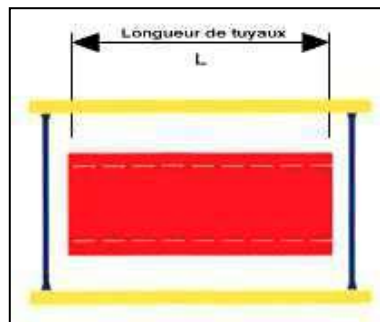
### Les calculs statiques spécifiques au chantier :

Lorsque le blindage est mis en œuvre dans un environnement sensible, vous devez effectuer les calculs statiques spécifiques à votre chantier.

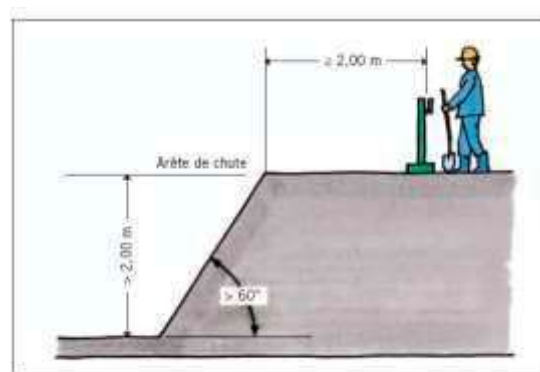


### Longueur de Tuyaux :

La longueur des tuyaux doit impérativement être plus petite que celle des blindages.



## 2 - Mettre en place les protections contre les chutes de hauteur



## 20. Protections contre les poussières

L'employeur est tenu de réduire la propagation des poussières compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises devront prévoir la protection des travailleurs contre les poussières dues aux découpes des différents matériaux, et prévoir :

- Les protections individuelles



## 21. Protections collectives provisoires contre le bruit

En cas d'utilisation de matériels et engins générateurs de bruit (piquage, sciage, désamiantage), et notamment en milieu clos (phénomènes de résonance), des bâches acoustiques seront obligatoirement mises en œuvre.

Sur simple demande de l'Inspection du Travail ou du Coordonnateur SPS, chaque entreprise devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) la dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Mettre en place des écrans ou bâches acoustiques ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.

## 22. Zones de stockage

Le Coordonnateur SPS sera en charge de coordonner la délimitation et l'aménagement des zones de stockage désignées par la maîtrise d'Œuvre.

Les zones de stockage devront être adaptées, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux besoins de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

En aucun cas ces zones de stockage ne devront entraver la circulation des piétons comme celle des véhicules.

Chaque entreprise sera en charge d'organiser son stockage en conséquence (limitation des charges introduites, répartition des charges les plus lourdes près des porteurs), et de procéder au balisage comme à l'étalement provisoire éventuellement nécessaire.

## 23. Echafaudages

Les échafaudages seront mis en commun pour les interventions sur les ouvrages d'art. Aucune dépose ne sera réalisée tant que les protections définitives n'auront pas été mises en œuvre et validées par le poseur.

Ils formeront protections collectives, et seront montés/démontés avec :

- Obligation de direction des travaux de montage et démontage par une personne compétente (attestation nominative écrite à fournir) ;
- Présentation de la notice de montage du fabricant ;
- Obligation d'examen avant mise ou remise en service par la personne compétente de l'entreprise par un organisme agréé, qui sera désignée dès le début de l'opération. Cette même personne assurera la maintenance quotidienne, les vérifications périodiques, ainsi que les vérifications après chaque modification apportée aux échafaudages.

Ils seront du type MDS, de catégorie 1 uniquement, et mis en œuvre conformément aux dispositions de la parution ED 6074 de l'INRS.

En cas d'impossibilité technique - démontrée - de mise en œuvre d'échafaudages type MDS, les échafaudages devraient être conformes à la recommandation R 408 de la CNMATS, ainsi qu'à l'arrêté du 21 décembre 2004.

Les approvisionnements seront réalisés par mise en place :

- d'un treuil électrique sur monorail ou sur bras articulé, desservant des recettes, implantées selon besoins.
- d'une barrière-écluse sur recette, alimentée par charriot élévateur.

L'accès aux plateaux sera réalisé par le biais d'une sapine.

Un examen d'adéquation sera réalisé, en présence du CSPS, avec chacune des entreprises utilisatrices, avant montage. Cet examen comprendra :

- Une réunion, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice préciseront leurs besoins à l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage ;
- Une réunion au cours de laquelle l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage fera valider les plans de montages. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte ;
- une visite de l'échafaudage, après montage et vérification, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice valideront l'échafaudage. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte.

Les remaniements laissés à l'initiative des lots devront être clairement définis en accord avec les entreprises concernées et l'échafaudier.

Les conditions de mise en œuvre devront être précisées dans le PPSPS des entreprises : limites de prestations, emplacements précis, planning de pose et dépose, et transmises au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.



## 24. Grue à tour

Chaque entreprise du lot ouvrages d'art devra communiquer au Maître d'œuvre ses projets d'installation d'appareils de levage (grues mobiles, treuils, monte-matériaux, etc.), 1 mois avant leur mise en œuvre effective. Les modalités de mise en œuvre seront détaillées et présentées au Coordonnateur SPS avant toute intervention sur site.

Une grue à tour aux performances compatibles avec l'exécution de ses travaux, dans les délais fixés au Marché, sera installée dans l'emprise chantier.

Les documents ci-dessous devront être disponibles en pied de grue :

- L'autorisation administrative de l'installation ;
- Le PV de l'examen d'adéquation ;
- Le PV de vérification des massifs de fondation de la grue ;
- Le PV de vérification du montage de la grue ;
- Les PV après essais statiques et dynamiques ;
- Le PV de vérification des appareils de levage présents sur site ;
- Le carnet d'entretien à jour.

Chaque grue, ainsi que son grutier sera tenue à disposition de toutes les entreprises qui en feraient la demande, pendant toute la durée du gros-œuvre.

Tous les accessoires de levage (chaînes, sangles, élingues, fourches etc.) nécessaires à la manutention seront fournis par l'entreprise utilisatrice, qui fera assurer la direction de la manœuvre par une personne habilitée.

La grue sera mise en girouette en cas de risque de coup de vent (abonnement météo, anémomètre et moyens d'alerte associés obligatoires).

Un système de communication permettant une liaison phonique permanente entre le grutier et le chef de manœuvre, seront systématiquement mis en place. Des moyens complémentaires de visualisation par caméra embarquée sur chariot seront mis en place dès que nécessaire.

Un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites type SMIE sera installé pour permettre la gestion des interférences entre les grues du chantier pour permettre la gestion des interférences avec les grues installées sur les parcelles mitoyennes.

## 25. Grue mobile - treuil - monte-matériaux

Une grue mobile sera mise en œuvre comme levage d'appoint, permettant les approvisionnements des éléments de sécurité.

Les zones de déplacements seront anticipées et présentées au CSPS, les zones de mise en station feront l'objet d'une reconnaissance préalable de la stabilité et de la portance des sols.

## MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE CSPS en matière de sécurité et de santé, et les sujétions qui en découlent

### 1 Accueil sur site et formation

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules (camions auto-déchargeable, toupies, camions-bennes), devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer.

Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;
- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

### 2 Registre de sécurité

Chaque entreprise mettra en place son propre registre de sécurité du chantier. Ce document devra être tenu à jour en temps réel, et être consultable à tout moment.

Ce registre regroupera les vérifications initiales et les vérifications périodiques, et notamment celles effectuées sur :

- Les installations électriques de chantier ;
- Les échafaudages de pied ;
- Les engins de levage et leurs accessoires ;
- Les engins de chantier ;
- Les PTE (Plateformes de Travail en Encorbellement), après montage et après chaque déplacement ;
- Les banches à coffrer, après montage ;
- Les groupes de production autonomes.

Ce registre enregistrera également les vérifications effectuées par la personne compétente de l'entreprise (nom et date de la vérification), notamment lors :

- De la mise en œuvre (après chaque déplacement) de treuils, palans, etc. ;
- Du montage d'échafaudages roulants.

Ce registre enregistrera de plus toutes les formations dispensées sur place : utilisation de lift de chantier, de treuil, etc...

### 3 Protections collectives provisoires

La prestation portera sur la fourniture, la mise en place, la vérification journalière, la maintenance, le démontage (sauf dispositions contraires figurant dans la SOC) et l'enlèvement des protections collectives.

Les mesures prises pour assurer la continuité, dans le temps, des protections collectives seront précisées dans le PPSPS.

Les protections collectives devront être adaptées aux travaux de chaque corps d'état, et devront permettre la réalisation des travaux de chaque entreprise en sécurité.

Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage.

Le dispositif provisoire de protection collective ne sera retiré qu'une fois la protection définitive mise en place, et réceptionnée par le Maître d'œuvre.

La solidité des garde-corps définitifs sera vérifiée avant dépose des protections provisoires de chantier.



En cas de dépose de protections collectives non prévue au PPSPS des entreprises, le Maître d'Ouvrage fera appliquer les mesures prévues à l'article « non-respect des dispositions du Code du Travail », figurant au présent PGC, ainsi que les sanctions prévues au Marché de Travaux.

Les fers en attente seront crossés ou équipés d'un cadre soudé à leurs extrémités. Les « bouchons » seront proscrits.

## 4 Terrassement en tranchées

Toutes les excavations (tranchées, fouilles en puits, etc.), seront sécurisées par mise en place de garde-corps périphériques ou d'un balisage en retrait d'un mètre du bord de fouille.

Un blindage sera mis en œuvre dès que le terrain le nécessitera, et dans tous les cas au-delà d'1,30 m de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur.

L'accès en fond de fouilles se fera au moyen d'une échelle installée à l'intérieur du blindage, avec fixation en partie haute et calage en partie basse.

## 5 Amiante

Tous les matériaux contenant des fibres d'amiante, présents dans les enrobés, seront repérés par l'entreprise en charge des travaux au moyen d'un marquage à la bombe de peinture avec identification par le symbole (A).

L'entreprise en charge des travaux devra assurer, autant que nécessaire, le maintien, la mise à jour du marquage et de l'identification à l'avancement des travaux de dépose des enrobés existants.

L'entreprise en charge des travaux établira un plan de retrait qui détaillera, niveau par niveau, les d'installations de chantier.

Les éventuels travaux en sous-section 4 feront l'objet d'une note méthodologique détaillée.

L'alimentation en eau des sas et de la base vie d'approche sera réalisée par l'entreprise en charge des travaux.

L'entreprise en charge des travaux effectuera l'alimentation électrique de ses installations de façon séparée, depuis le coffret mis à disposition par l'entreprise en charge de l'alimentation électrique de chantier.

Cette installation sera secourue; la mise en œuvre d'un groupe autonome de puissance adaptée est à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

L'entreprise en charge des travaux implantera ses déprimogènes de façon à minimiser les nuisances sonores vis-à-vis des autres intervenants, comme vis-à-vis des tiers (passants, voisinage).

Les analyses environnementales type META seront réalisées par l'entreprise en charge des travaux, sur la base de relevés quotidiens, aux emplacements définis par la stratégie d'échantillonnage réalisé par le laboratoire de l'entreprise. Cette stratégie d'échantillonnage qui est intégré au PRC, sera soumise à avis de la maîtrise d'œuvre.

Les mesures de restitution 1 (mesures de « fin de chantier amiante ») seront établies par l'entreprise en charge des travaux.

Une mesure de restitution après déconfinement sera réalisée par le Maître d'Ouvrage, avant poursuite des travaux.

Les mesures de restitution 2, avant restitution des locaux aux occupants, sont à la charge du Maître d'Ouvrage, en application du Code de la Santé Publique.

Les contrôles visuels sont à la charge du Maître d'Ouvrage. Ils seront effectués aux dates définies d'un commun accord avec l'entreprise en charge des travaux, dates proposées au Maître d'Œuvre au moins 15 jours avant intervention du contrôleur visuel.

## 6 Démolitions

Avant toute action sur site, l'entreprise en charge des travaux s'assurera :

- Qu'elle est en possession des examens visuels réalisés après désamiantage ;
- Qu'elle est en possession de tous les retours de DICT ;
- Qu'elle est en possession des P.V. de consignations des réseaux ;
- Qu'elle est en possession du diagnostic structure réalisé par son BET (notamment en mitoyen);
- Que les bâtiments et installations sont vides de tout occupant, y compris occupants sans titre ;
- Que le renouvellement de l'air et l'éclairage des postes de travail sont suffisants.

L'entreprise en charge des travaux vérifiera que tous les réseaux électricité, gaz, eau, etc., aériens comme souterrains, ont bien été consignés et déconnectés physiquement, sur l'ensemble des sols et espaces concernant l'opération.

Le mode opératoire retenu par l'entreprise en charge des travaux limitera la transmission des chocs aux constructions et terrains avoisinants.

Les méthodologies de désolidarisation des corps de bâtiments vis-à-vis des constructions mitoyennes feront l'objet d'une étude préalable à toute intervention, visée par le bureau d'étude l'entreprise en charge des travaux, et présentée au Maître d'Œuvre ainsi qu'au Coordonnateur SPS.

Avant intervention sur les poteaux, poutres, planchers, l'entreprise en charge des travaux fera valider sa méthodologie par son bureau d'études. Cette méthodologie validée sera communiquée au Maître d'Œuvre ainsi qu'au CSPS, avant démarrage des travaux.

Tous les intervenants présents sur site pendant les opérations de démolition porteront un gilet jaune à bandes rétro-réfléchissantes.

L'entreprise en charge des travaux prendra toutes les dispositions pour limiter l'émission de poussières à la source (brumisation notamment), emploiera des engins avec cabines en surpression, privilégiera l'émiettement et le morcellement et mettra en œuvre tous matériels permettant d'éviter les risques (tapis de sol caoutchouc, tapis-écrans caoutchouc suspendus ou portés, écrans en tôle sur structure échafaudée, filets et bâches, etc.).

L'entreprise en charge des travaux mettra en place au moins un dispositif de brumisation, relié au réseau d'eau potable du chantier, ou alimenté par une cuve autonome.

Chaque bras de pelle mécanique sera équipé d'un dispositif d'arrosage.

En complément, des lances à eau (diamètre 40mm minimum) devront être mises en batteries pour maintenir les tas de gravais humides.

En cas de découverte de parties d'ouvrages suspectes, ou ne correspondant pas aux prévisions et hypothèses prises en compte par le bureau d'études de l'entreprise en charge des travaux, (puits, fosses, fissurations, infiltrations, affaiblissement des porteurs, etc.), le personnel à l'origine de la découverte devra immédiatement assurer la sécurité des autres intervenants, ainsi que des tiers

L'entreprise en charge des travaux assurera la mise en sécurité du site au moment de son départ : protections collectives en place et vérifiées, sapines d'accès en fond de fouilles, etc...

L'entreprise en charge des travaux fera constater cette mise en sécurité dans un PV présenté au MOE ainsi qu'au CSPS.

## **7 Protections collectives provisoires contre le bruit**

En cas d'utilisation de matériels et engins générateurs de bruit (piquage, sciage, désamiantage), et notamment en milieu clos (phénomènes de résonnance), des bâches acoustiques seront obligatoirement mises en œuvre.

Sur simple demande du Coordonnateur SPS, chaque entreprise devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) la dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Mettre en place des écrans ou bâches acoustiques ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;

Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.

## **8 Mise en œuvre de banches à coffrer**

L'entreprise en charge des travaux utilisera de préférence des banches à compas de stabilisation. A défaut, les banches devront être en permanence :

- Soient tenues par la grue, pendant les manœuvres de déplacement ;
- Soient stabilisées par des lests adaptés.

Avant toute mise en œuvre, l'entreprise en charge des travaux vérifiera la présence et le bon fonctionnement des garde-corps et trappes d'accès.

L'accès aux plateformes de travail se fera uniquement par les échelles prévues à cet effet.

## 9 Utilisation de Plateformes de Travail en Encorbellement (PTE)

L'entreprise en charge des travaux établira un plan de calepinage des PTE intégrant les singularités (balcons, loggias, corniches, porte à faux, etc.), et mettra en place un autocontrôle de l'implantation des attaches volantes et de la mise en place des PTE après chaque déplacement (voir registre de sécurité).

La personne compétente de l'entreprise procédera à l'examen d'adéquation, l'examen de montage et d'installation, et l'examen journalier de conservation.

## 10 Préfabrication

L'entreprise en charge des travaux établira un plan de pose pour la mise en place des éléments préfabriqués, ainsi que le plan d'étalement associé.

Les éléments seront approvisionnés sur site dans l'ordre prévu pour leur pose, en suivant la numérotation figurant sur le plan de pose.

Les éléments préfabriqués verticaux seront impérativement transportés et stockés en racks métalliques avec éléments stabilisateurs. Ils seront équipés :

- de calettes permettant l'accrochage et le décrochage de plain-pied,
- de garde-corps avant levage et mise en place.

## 11 Mise en œuvre de produits dangereux - Gaz d'échappement

Les entreprises mettant en œuvre des produits pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnels devront choisir les produits les moins dangereux et se conformer aux recommandations portées aux fiches de données de sécurité, qui seront transmises au Coordonnateur.

Chaque entreprise devra capter les polluants à la source, ventiler les locaux de travail, former et informer leur personnel, et fournir les vêtements et équipements de protection individuels appropriés.

Les engins à propulsion thermique (Mini-pelles, etc.) ne pourront être mis en œuvre qu'en l'absence d'équivalent à propulsion électrique.

Chaque entreprise devra isoler ses zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état.

## MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS

### 1. Autorité et moyens donnés au CSPS par le maître d'Ouvrage

Le MOA donne accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le CSPS a autorité pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent. Le CSPS n'a pas autorité pour arrêter seul un poste de travail ou le chantier : il adressera cette demande, par mail, au MOA et MOE.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du CSPS.

### 2. Conditions de coopération avec le CSPS

La coordination de chantier en termes de sécurité et de protection de la santé sera notamment réalisée lors des réunions de chantier, à l'initiative du CSPS. Le MOE aménagera le temps nécessaire à l'intervention du CSPS en lui donnant la parole à tout moment, procédure à convenir pendant la période de préparation.

Chaque entreprise présente sera alors invitée à exposer la nature de ses propres travaux, approvisionnements, emports, etc... prévus dans la période de temps précisée par le Coordonnateur.

Chaque entreprise présente sera tenue de réagir à chaque exposé, en faisant notamment ressortir les problématiques prévisibles en termes de co-activité, de superpositions de tâches, d'approvisionnements, de rotations de bennes, etc.... Le MOE signalera au CSPS les interventions prévues par les entreprises non représentées à la réunion.

Le CSPS et le MOE prendront ensemble les dispositions nécessaires pour coordonner et sécuriser les interventions exposées par chaque entreprise.

Le CSPS pourra demander au MOE de modifier le planning des travaux, s'il le juge nécessaire en raison des risques liés à la superposition de tâches, la co-activité, la circulation sur le chantier, le stockage, etc...

En cas de désaccord entre le MOE et le CSPS, le CSPS invitera le MOA à se prononcer.

Le MOA informera par mail le CSPS de l'agrément de chaque entreprise, y compris sous-traitants. En l'absence, aucune Visite d'Inspection Commune ne sera réalisée par le CSPS.

Les fiches d'observations et compte-rendus de Visites d'Inspection Communes seront diffusées par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement tenus en copie.

Le registre journal de la CSPA sera consultable par tous les intervenants, par le biais du lien internet figurant en tête des livrables.

Les intervenants transmettront au CSPA tous leurs documents au format PDF.

### 3 Visite d'Inspection Commune- P.P.S.P.S.

Le Maître d'Ouvrage informera le CSPA, par tous moyens traçables à sa convenance, de la signature du marché avec les entreprises titulaires et de l'agrément des sous-traitants. Les entreprises non agréées ou non titulaires de lot ne seront pas autorisées à effectuer leur Visite d'Inspection Commune.

L'entrepreneur titulaire ou agréé informera le CSPA de son intention de commencer ses travaux au moins 10 jours avant la date qu'il aura retenue, et lui fera parvenir dans le même temps son projet de PPSPS. Le CSPA convoquera l'entrepreneur à sa Visite d'Inspection Commune, qui se déroulera obligatoirement au cours d'une réunion hebdomadaire de chantier.

En cas de sous-traitance, cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence de l'entreprise titulaire du lot.

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence du chantier, et consultable à tout moment.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délais contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la co-activité, à la superposition de tâches.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise complètera son PPSPS par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux prévus à son marché de travaux ainsi qu'à tous ses avenants.

Ces notes devront être transmises au CSPS 10 jours avant démarrage des travaux, afin de permettre l'harmonisation des PPSPS de l'opération.

## **4 Modalités de coopération entre entrepreneurs, employeurs, travailleurs indépendants**

Chaque matin, les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec un risque lié à leur co-activité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Chaque entreprise générant des risques exportés figurant dans son PPSPS sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

## **5 Enchaînement des tâches**

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une coactivité ou une superposition de tâches.

## **6 Travaux superposés**

Les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de superposition de tâche conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Cependant, avant de réaliser des travaux en élévation, chaque entreprise devra, de sa propre initiative, interdire la circulation des personnels en dessous et à l'aplomb de sa zone de travaux.

Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux, de barrières rigides (1m de hauteur minimum - type Heras, barrière police, lisses PVC sur cônes, auvents, filets, etc.), fermement assujetties aux sols.

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

## **7 Visite et courrier des Organismes Officiels de Prévention**

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au CSPS, au MOE et au MOA, la visite sur site d'un représentant de la CARSAT ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au CSPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

## **8 Non-respect des dispositions du Code du Travail**

Le non-respect des dispositions figurant au Code du Travail, Code de la Santé Publique, etc., peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives, par le Maître d'œuvre ou par le Maître d'Ouvrage.

En cas de manquements répétés, notamment en matière de protections collectives, le Maître d'Ouvrage mettra en place un ou plusieurs animateur (s) sécurité, en charge de faire respecter les Principes Généraux de Prévention ainsi que les dispositions figurant au présent PGC.

La mission d'animateur sécurité sera alors rémunérée dans le cadre du compte-prorata.



## ORGANISATION DES SECOURS

### 1. Procédures - Accès

Le Coordonnateur devra être informé par chaque entreprise de tout accident ou incident immédiatement après les faits.

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par le chef de chantier de chaque entreprise. L'inspection du travail, la CARSAT et l'OPPBTP devront également être avisés dans les 48 heures.

Pendant toute la durée des travaux, l'accès des pompiers ainsi que des véhicules du SAMU, y compris la nuit, devra être possible à tout moment.

Aucun stockage, aucune opération de déchargement, aucun stationnement, ne sera réalisé sur ces accès.

Afin de pouvoir donner rapidement les premiers secours au travailleur blessé au cours du travail, une nacelle d'évacuation sera en permanence accessible au crochet de grue. Cette nacelle sera à jour de sa vérification périodique.

### 2. Téléphone

La liste des numéros d'appel d'urgence sera affichée dans les cantonnements et bureaux, près du/des poste(s) téléphonique(s),

A leur arrivée sur site, les chefs de chantier et chefs d'équipes de toutes les entreprises enregistreront, dans leurs téléphones portables, les numéros d'urgence, pompiers, police, ainsi que le numéro du portable du conducteur de travaux, du bureau de chantier, etc.

### 3. Sauveteurs Secouristes du Travail

Les entreprises désignées en page 2, « organisation de chantier », assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour.

### 4. Trousses de secours

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours (à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement).

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

### 5. Sirène d'alerte manuelle

Une sirène d'alerte manuelle sera mise à disposition des intervenants sur site. Elle sera mise à disposition des intervenants dans le bureau de chantier (emplacement à soumettre au CSPS au démarrage des travaux). Elle sera confiée aux opérateurs effectuant des travaux sensibles (lors de travaux de démolition, de reprise en sous-œuvre, de terrassements, ou à proximité de conduites de gaz etc.).

A leur arrivée sur site, chaque intervenant sera informé, par le responsable sur site de chaque entreprise, de la présence de cette sirène, de son utilité, de son usage, et des consignes à respecter en cas d'alerte.

### 6. Zone de rassemblement

La zone de regroupement sera désignée, au début des travaux, et si nécessaire, à chaque phase de travaux, par le CSPS.

Son emplacement sera consigné dans le CR de chantier, et porté à la connaissance de tous les intervenants par chaque entreprise.

Dès que la sirène retentira, tous les intervenants sur site devront mettre en sécurité leur poste de travail, puis gagner, dans le calme, la zone de regroupement convenue.



**AFFICHAGE DE SECURITE**

# EN CAS D'ACCIDENT

**APPELEZ LES POMPIERS** **18/112****ET DITES :**

**1. ICI CHANTIER de construction / travaux publics – Le chantier se fait hors circulation par l'intermédiaire d'une déviation provisoire Ouest et d'une déviation provisoire de la RN 164.**

**ADRESSE : Commune de Merdrignac et Gomené**

**POINT DE REPERE :**

**TELEPHONE DU CHANTIER:**

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

**2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT**

**3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

**4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS**

**ENVOYEZ QUELQU'UN A L'ENTREE DU CHANTIER POUR GUIDER LES SECOURS.**

**PUIS PREVEENEZ LES REPRESENTANTS DE LA DIRECTION DE CHANTIER**

## ANNEXE TRAVAUX AU VOISINAGE DE RESEAUX AERIENS ET ENTERRES

### ANNEXE RELATIVE AU RAPPEL DES DISPOSITIONS DU CODE DU TRAVAIL POUR LES LIGNES SOUTERRAINES

Rappels des dispositions du Code du Travail pour les travaux au voisinage de canalisations électriques souterraines :

Le Code du Travail, prévoit que pour tous travaux réalisés :

1. A plus de 1,5 mètre des canalisations électriques souterraines, le parcours de celles-ci doit être balisé de façon très visible.
2. A moins de 1,5 mètre des canalisations électriques souterraines des travaux ne peuvent être effectués qu'après mise hors tension de la ligne électrique ou mise en œuvre de mesures de sécurité particulières.

Toute personne, quelque soit son statut (employeur, travailleur indépendant particulier...) qui va réaliser des travaux à proximité d'une ou plusieurs canalisations électriques souterraines sous tension doit mettre en œuvre les mesures suivantes :

Si les travaux sont exécutés avec des engins mécaniques, l'approche du câble doit se faire dans les conditions suivantes :

1. Prendre connaissance, auprès de l'exploitant du réseau électrique, du tracé précis des canalisations électriques souterraines et de leurs types de pose.
2. Définir et écrire le mode opératoire qui sera suivi pendant les travaux.
3. Prévoir une surveillance par une personne compétente
4. Lorsque la protection mécanique du câble est visible, le surveillant de sécurité électrique doit s'assurer que l'engin ne s'approche pas à une distance inférieure à 30 cm.
5. Lorsque la protection mécanique du câble n'est pas visible, la distance estimée est portée à 50 cm et la surveillance est renforcée.
6. Dès que le grillage avertisseur est atteint, le travail doit être exécuté à la main (pelle, pioche, burin).

Si les travaux sont exécutés à la main, l'approche du câble doit se faire dans les conditions suivantes :

1. Prendre connaissance, auprès de l'exploitant du réseau électrique, du tracé précis des canalisations électriques souterraines et de leurs types de pose.
2. Définir et écrire le mode opératoire qui sera suivi pendant les travaux.
3. Prévoir une surveillance par une personne compétente.
4. Il est possible de s'approcher jusqu'à la protection mécanique du câble (caniveau, fourreau, mortier...) sans la heurter.

Lorsque les règles ci-dessus ne peuvent pas être respectées, la mise hors tension et la consignation du câble souterrain est impérative. Elle doit être demandée par l'employeur à l'exploitant.

Dans tous les cas, l'employeur doit porter à la connaissance du personnel au moyen d'une consigne écrite, l'interdiction de heurter la protection mécanique du câble électrique des canalisations électriques souterraines sous tension ou non, les mesures de protection choisies qui seront mises en œuvre lors de l'exécution des travaux (renforcement et protection mécanique, etc...), et l'obligation de remplacer le grillage avertisseur déposé ou détérioré pendant les travaux.

**RAPPEL du Code du Travail (4ème partie) : Santé et  
Sécurité au Travail**

**LIVRE V** : Prévention des risques liés à certaines activités ou opérations

**TITRE 111** : Bâtiment et Génie Civil

**CHAPITRE IV** : Prescriptions techniques de protection durant l'exécution des travaux

**SECTION 12** : travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques

=> Créé par Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

### **Sous-section 1**

Lignes, canalisations et installations intérieures et extérieures de haute tension et de basse tension B et lignes, canalisations et installations situées à l'extérieur de locaux et de basse tension A

#### **a) Paragraphe 1 : Champ d'application**

- Article R.4534-107 (ex article 171 du décret 65-48 modifié)

« Les dispositions de la présente sous-section s'appliquent lors de l'exécution de travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques :

1. Situées à l'extérieur de locaux et du domaine basse tension A (BTA), c'est-à-dire dont la tension excède 50 volts, sans dépasser 500 volts en courant alternatif, ou excède 120 volts, sans dépasser 750 volts en courant continu lisse ;

2. Situées à l'extérieur ou à l'intérieur de locaux et du domaine basse tension B (BTB), c'est-à-dire dont la tension excède 500 volts, sans dépasser 1000 volts en courant alternatif, ou excède 750 volts, sans dépasser 1500 volts en courant continu lisse ;

3. Situées à l'extérieur ou à l'intérieur de locaux et du domaine haute tension A (HTA), c'est-à-dire dont la tension excède 1000 volts en courant alternatif sans dépasser 50000 volts ou excède 1500 volts sans dépasser 75000 volts en courant continu lisse ;

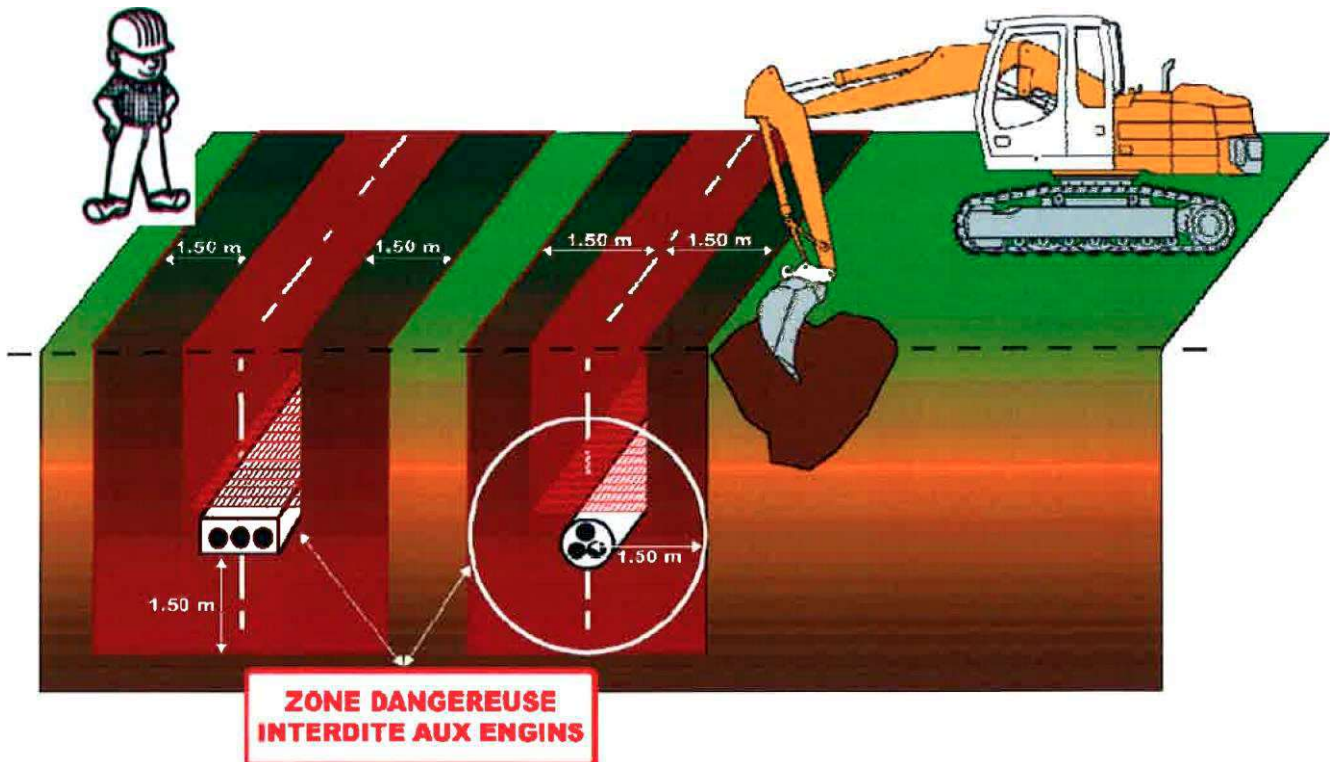
Situées à l'extérieur ou à l'intérieur de locaux et du domaine haute tension B (HTB), c'est-à-dire dont la tension excède 50000 volts en courant alternatif ou excède 75000 volts en courant continu lisse».

#### **b) Paragraphe 2 : Distances minimales de sécurité :**

- Article R.4534-110 (ex article 173 du décret 65-48 modifié)

« L'employeur qui envisage de réaliser des travaux de terrassement, des fouilles, des forages ou des enfoncements s'informe, auprès du service de voirie compétent en cas de travaux sur le domaine public, auprès du propriétaire en cas de travaux sur le domaine privé et, dans tous les cas, auprès du représentant local de la distribution d'énergie électrique, s'il existe des canalisations électriques souterraines, qu'elles soient ou non enterrées, à l'intérieur du périmètre des travaux projetés ou à moins de 1 50 mètres à l'extérieur de ce périmètre».

**c) RESTEZ TOUJOURS A PLUS DE 1 5 METRES DES CANALISATIONS SOUS TENSION**



**VIGILANCE ACCRUE PENDANT LES OPERATIONS PE TERRASSEMENTS (y compris découpe d'enrobé,)**

**d) Paragraphe 3 : Travaux exécutés hors tension**

- Article R-4534-111 (ex article 174 du décret 65-48 modifié)

« L'employeur ne peut accomplir les travaux qu'après la mise hors tension de l'installation électrique, à moins que l'exploitant ait fait connaître par écrit qu'il ne peut, pour une raison qu'il juge impérieuse, procéder à la mise hors tension. Dans ce dernier cas, l'employeur se conforme aux prescriptions du paragraphe 4 ».

- Article R.4534-112 (ex article 175 du décret 65-48 modifié)

« Lorsqu'il a été convenu de mettre hors tension la ligne, la canalisation ou l'installation électrique, souterraine ou non, l'employeur demande à l'exploitant de faire procéder à cette mise hors tension.

Il fixe, après accord écrit de l'exploitant, les dates auxquelles les travaux pourront avoir lieu et, pour chaque jour, l'heure du début et de la fin des travaux. Ces indications, utiles pour l'organisation des travaux, ne dispensent pas d'établir et de remettre l'attestation de mise hors tension et l'avis de cessation de travail à.

- Article R.4534-113 (ex article 175 du décret 65-48 modifié)

« Le travail ne peut commencer que lorsque l'employeur est en possession de rattestation de mise hors tension écrite, datée et signée par l'exploitant ».

- Article R.4534-114 (ex article 175 du décret 65-48 modifié)

« Lorsque le travail a cessé, qu'il soit interrompu ou terminé, l'employeur s'assure que les travailleurs ont évacué le chantier ou ne courent plus aucun risque. Il établit alors et signe l'avis de cessation de travail qu'il remet à l'exploitant, cette remise valant décharge».

- Article R.4534-115 (ex article 175 du décret 65-48 modifié)

« Lorsque l'employeur a délivré l'avis de cessation de travail, il ne peut reprendre les travaux que s'il est en possession d'une nouvelle attestation de mise hors tension ».

- Article R.4534-116 (ex article 175 du décret 65-48 modifié)

« L'attestation de mise hors tension et l'avis de cessation de travail sont conformes à un modèle fixé par un arrêté du ministre chargé du travail.

La remise en mains propres de ces documents peut être remplacée par l'échange de messages téléphoniques ou électroniques enregistrés sur un carnet spécial et relus en retour, avec le numéro d'enregistrement, lorsque le temps de transmission d'un document écrit augmenterait dans une mesure excessive la durée de l'interruption de la distribution ».

#### Paragraphe 4 : Travaux exécutés sous tension :

- Article R.4534-118 (ex article 176 du décret 65-48 modifié)

« Lorsque l'exploitant a fait connaître par écrit qu'il ne peut, pour une raison qu'il juge impérieuse, mettre hors tension la ligne, la canalisation ou l'installation électrique au voisinage de laquelle les travaux seront accomplis, l'employeur arrête, avant le début des travaux et en accord avec l'exploitant, les mesures de sécurité à prendre.

L'employeur porte, au moyen de la consigne prévue par l'article R. 4534-125, ces mesures à la connaissance des travailleurs».

- Article R.4534-122 (ex article 178 du décret 65-48 modifié)

« Lorsque des travaux de terrassement, des fouilles, des forages ou des enfoncements sont à réaliser au voisinage de canalisations électriques souterraines de quelque classe que ce soit, le parcours des canalisations et l'emplacement des installations sont balisés de façon très visible à l'aide de pancartes, banderoles, fanions, peintures ou tous autres dispositifs ou moyens équivalents. Ce balisage est réalisé en tenant compte des informations recueillies par application des articles R. 4534-110 à R. 4534-118. Il est accompli avant le début des travaux et maintenu pendant toute leur durée. En outre, l'employeur désigne une personne compétente pour surveiller les travailleurs et les alerter dès qu'ils s'approchent ou approchent leurs outils à moins de 1,50 mètres des canalisations et installations électriques souterraines».

#### **e) Paragraphe 5 : Dispositions communes**

- Article R.4534-124 (ex article 180 du décret 65-48 modifié)

« En cas de désaccord entre l'employeur et l'exploitant, soit sur la possibilité de mettre l'installation hors tension, soit, dans le cas où la mise hors tension est reconnue impossible, sur les mesures à prendre pour assurer la protection des travailleurs, les contestations sont portées par l'employeur devant l'inspecteur du travail, qui tranche le litige, en accord, s'il y a lieu, avec le service chargé du contrôle de la distribution d'énergie électrique en cause ».

- Article R.4534-125 (ex article 181 du décret 65-48 modifié)

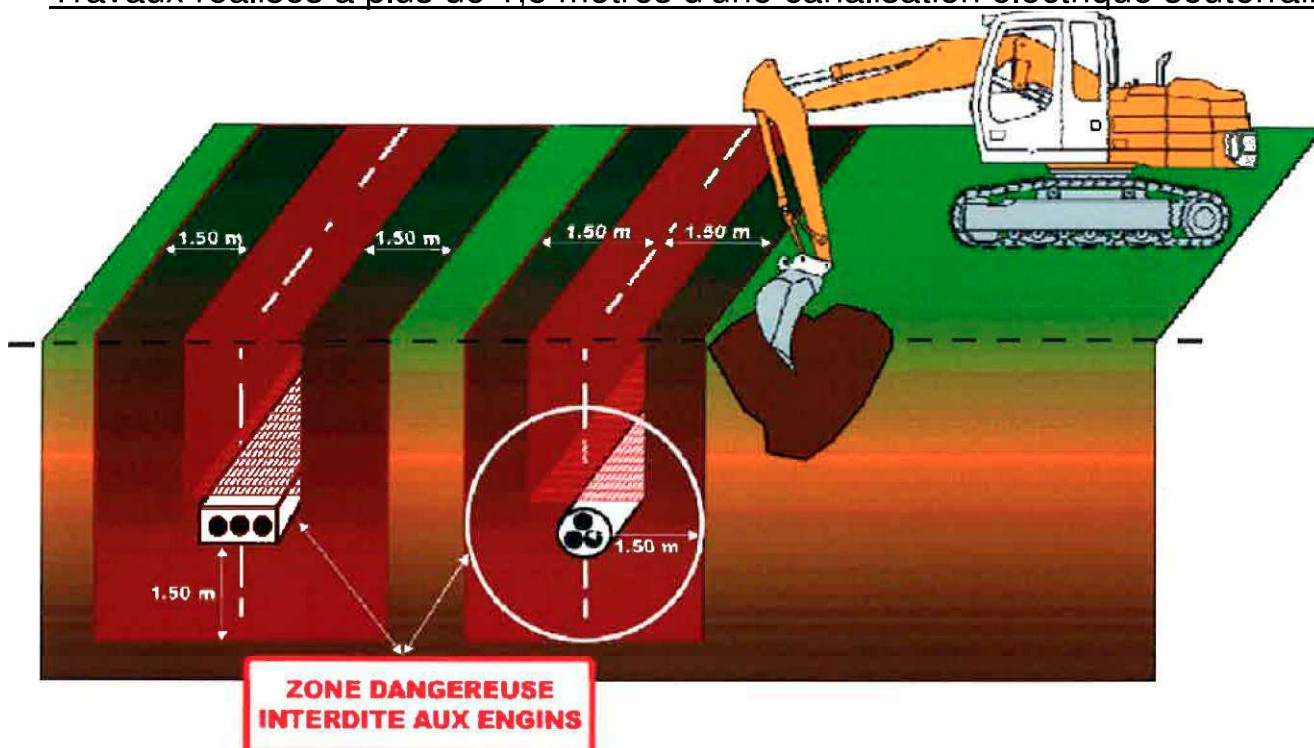
« En application des dispositions de la présente sous-section et avant le début des travaux, l'employeur :

1. Fait mettre en place les dispositifs protecteurs nécessaires ;

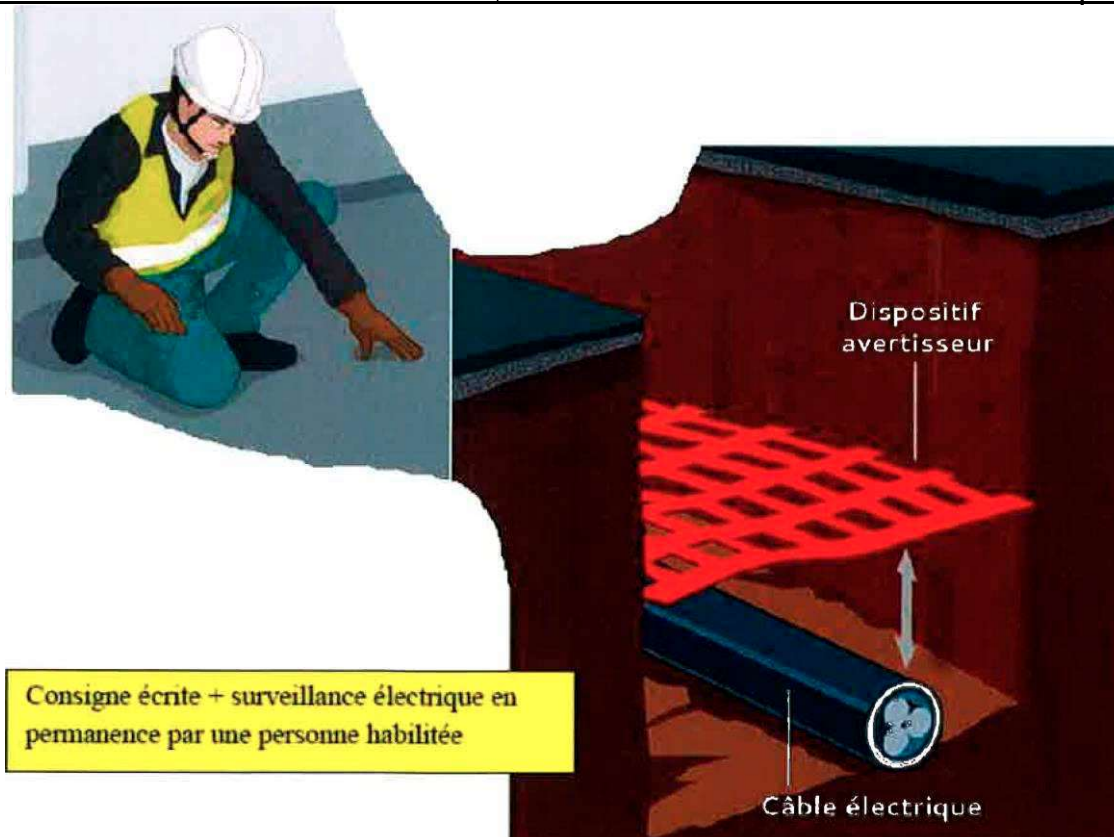
Informe les travailleurs, au moyen d'une consigne écrite, sur les mesures de protection à mettre en oeuvre lors de l'exécution des travaux ».



### Travaux réalisés à plus de 1,5 mètres d'une canalisation électrique souterraine



### Travaux réalisés à moins de 1,5 mètres d'une canalisation électrique souterraine





## **COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

### **1. Constitution du CISSCT**

Le chantier comprenant l'intervention de plus de 10 entreprises et un volume de travaux dépassant 10.000 hommes / jour, le Maître d'Ouvrage a constitué un CISSCT.

Le Collège sera présidé par le Coordonnateur Sécurité désigné par le Maître d'Ouvrage pour la phase « réalisation » du projet.

### **2. Liste des Membres du CISSCT**

Chaque entreprise occupant plus de 10 salariés pendant 4 semaines ou effectuant des travaux à risques particuliers, fera figurer, dans son PPSPS, la liste des membres du CISSCT.

### **3. Panneau d'affichage du CISSCT**

La première entreprise présente sur site installera, pour les besoins du Coordonnateur Sécurité, et à l'emplacement indiqué par celui-ci, un panneau (dimensions : hauteur 0,90m, largeur 1,20 m) destiné aux affichages réglementaires du C.I.S.S.C.T.

### **4. Projet de règlement du CISSCT**

Voir ci-après.

## PROJET DE REGLEMENT DU COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CISSCT)

### Préambule : le cadre réglementaire

Le CISSCT est une institution créée par la loi du 31.12.1993 sur la coordination de la sécurité sur les chantiers de bâtiment et de génie civil.

Le fonctionnement du CISSCT est défini par le décret, n° 95-543 du 4 mai 1995.

### Article 1 : constitution

Un Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) est constitué, conformément à l'article L4532-10 du Code du Travail et au décret n° 95-543 du 4 mai 1995.

Le Maître d'Ouvrage informe les entreprises de la constitution du CISSCT et de l'obligation d'y participer pour les entreprises concernées.

Le CISSCT cessera ses activités, sur décision du Collège, au plus tard à la réception des travaux.

### Article 2 : participation

La participation au CISSCT est obligatoire pour toutes les entreprises mandataires, co-traitantes, contractantes, co-contractantes, sous-traitantes ou travailleur indépendant intervenant sur le chantier.

La participation est obligatoire quand une entreprise occupe plus de 10 salariés pendant 4 semaines sur le chantier ou pour toute entreprise qui effectue des travaux à risques particuliers.

### Article 3 : composition

Membres ayant voix délibérative :

- Le Coordonnateur de réalisation ;
- Le Coordonnateur de conception s'il est différent de celui de la réalisation ;
- Le Maître d'Œuvre d'exécution ;
- Le chef de chaque entreprise intervenant sur le chantier, y compris sous-traitant, ou son représentant habilité à cet effet (personne possédant une délégation de pouvoirs).

Membres ayant voix consultative :

- Un salarié de chaque entreprise, effectivement employé sur le chantier, désigné par le C.H.S.C.T. ou, à défaut, les délégués du personnel de son entreprise ou choisi par les membres de son équipe appelée à intervenir sur le chantier.

Pouvant assister à titre consultatif :

- Le représentant de l'inspection du travail ;
- Le représentant de la CRAMIF/CARSAT ;
- Le représentant de l'OPPBTP ;
- Les médecins du travail des entreprises.

Le Collège peut décider d'entendre toute personne compétente sur un sujet donné.

### Article 4 : missions

Les missions du Collège sont les suivantes :

- Définir des règles communes pour assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier ;
- Vérifier la mise en œuvre des règles prescrites par le Collège ou par le Coordonnateur ;
- Vérifier qu'il est effectivement donné suite aux mesures retenues par les membres du Collège ;
- Examiner les accidents du travail survenus sur le chantier, et plus particulièrement ceux pouvant être liés à la coordination du chantier, en vue de prendre les mesures correctives nécessaires ;
- Contrôler que le chantier dispose d'un nombre suffisant de secouristes du travail.

**Article 5 : responsabilités**

L'intervention du Collège ne modifie pas la nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux entrepreneurs en application des autres dispositions du Code du Travail, ni les attributions des autres institutions représentatives du personnel, compétentes en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

**Article 6 : présidence**

Le Collège est présidé par le Coordonnateur de réalisation d'ouvrage, qui :

- Convoque et invite les membres et participants aux réunions ;
- Etablit les ordres du jour ;
- Préside les réunions ;
- Signe les P.V., après leur adoption par le Collège ;
- S'assure de l'application des mesures décidées par le Collège.

**Article 7 : secrétariat**

Le secrétariat du Collège est assuré par le Coordonnateur, qui :

- Prépare et expédie les convocations aux membres et aux participants du Collège au moins 15 jours avant la réunion, sauf urgence. L'ordre du jour de la réunion est joint aux convocations ;
- Rédige et diffuse les P.V. des réunions, les consigne dans le registre des procès-verbaux tenu à la disposition de l'inspecteur du travail, de la CARSAT et de l'OPPBTP, les conserve pendant 5 ans après la réception des travaux ;
- Transmet le règlement dès son adoption aux organismes de prévention et de contrôle ainsi que le résultat du vote émis à l'occasion de cette adoption.

**Article 8 : décisions**

Les décisions du Collège sont adoptées à la majorité des membres présents ayant voix délibérative.

En cas de partage égal des voix, celle du président emporte la décision.

Les décisions du Collège sont immédiatement exécutoires et sauf spécifications contraires, s'appliquent à tous les intervenants sur le chantier.

**Article 9 : réunions plénières**

Le Maître de l'Ouvrage a constitué le CISSCT 21 jours avant le début des travaux.

Le Coordonnateur convoque les membres du Collège et les participants à la première réunion plénière aux fins d'adoption du règlement du collège, dès que deux entreprises au moins sont présentes sur le chantier.

**Article 10 : réunions**

Le Collège se réunit au moins tous les 3 mois, en réunion plénière ordinaire.

Des réunions restreintes (groupes de travail) peuvent se tenir, sur décision du président, pour le règlement de problèmes ponctuels. Le compte-rendu de ces réunions est communiqué avec la convocation aux réunions plénières ordinaires.

Chaque réunion est précédée ou suivie d'une inspection de chantier.

Les réunions ont lieu sur le chantier, dans un local approprié et pendant les heures du travail.

Le président doit, en cas de nécessité, provoquer une réunion extraordinaire du Collège en dehors des dates de réunions ordinaires, et notamment sur demande :

- De la majorité des représentants ayant voix délibérative ;
- Du tiers des membres représentants des salariés ;
- A la suite de tout accident ou incident ayant eu ou ayant pu avoir des conséquences graves.

**Article 11 : ordre du jour**

Les ordres du jour comprennent notamment les points suivants :

- Approbation du PV de la réunion précédente ;
- Examen de la suite à donner aux observations formulées par le Coordonnateur ;

- Suggestions et observations faites par les membres du Collège.

Les membres du Collège peuvent demander par écrit au président de porter à l'ordre du jour toute question relevant de sa compétence dans les 8 jours qui suivent la réception de la convocation.

Pour l'élaboration des statistiques accidents, chaque entreprise est tenue d'adresser au Coordonnateur SPS, dans les 48 heures, une copie de toute déclaration d'accident du travail avec arrêt.

Chaque entreprise doit faire parvenir au Coordonnateur, 15 jours avant la date de la réunion plénière, le nombre d'heures ouvrées et effectuées sur le chantier pendant le trimestre écoulé ou depuis le début de son intervention sur le site, ainsi que le nom du représentant légal et du salarié de l'entreprise qui seront présents.

## **Article 12 : budget et ressources**

L'entreprise gestionnaire du compte prorata est chargée par le Collège :

- De la mise en place des séances de sensibilisation et de formation à la sécurité décidées par le Collège et de la rémunération des animateurs de prévention ;
- De faire l'avance des dépenses entraînées par les décisions du Collège Interentreprises de Sécurité et de les répartir chaque mois suivant les modalités de fonctionnement du compte prorata.

Toutefois, les dépenses relatives à des dispositions particulières n'intéressant que quelques entreprises ne seront imputées qu'aux entrepreneurs concernés ; les dépenses importantes d'intérêt général pourront être réparties différemment, suivant les décisions du Collège Interentreprises de Sécurité.

Une clause de leur marché de travaux fait obligation aux entrepreneurs d'adhérer au Collège à partir de l'ordre de service de commencer les travaux jusqu'au jour de la réception des ouvrages.

Cette même clause leur fait obligation de régler, tous les mois, les sommes qu'ils doivent à l'entreprise gestionnaire du compte prorata.

Tout manquement à ces clauses fait l'objet de la part du Maître d'Œuvre d'exécution des mesures prévues afin que le paiement des sommes dues soit assuré en priorité.

## **Article 13 : règlement des difficultés**

Tout différent entre les membres du Collège fera l'objet d'une tentative de conciliation lors d'une réunion plénière ou lors d'une réunion restreinte.

Tout différent persistant à l'issue de cette conciliation sera tranché par le Maître d'Ouvrage, dont la décision sera sans appel de la part des entreprises membres.

## AFFICHAGE SUR LE CHANTIER DU BTP

### CORONAVIRUS, SE LAVER LES MAINS POUR SE PROTÉGER DANS L'ATELIER ET SUR LE CHANTIER DU BTP

COVID-19

✓ Étape 1



Rincez-vous bien les mains

✓ Étape 2



Utilisez du savon

✓ Étape 3



Frottez pendant 30 secondes

✓ Étape 3



Nettoyez la zone entre vos doigts

✓ Étape 3



Nettoyez également vos ongles

✓ Étape 4



Rincez-vous bien les mains

(Conseils à afficher près des points d'eau)

OPFBTP  
Opérateur Professionnel de Prévention  
du Bâtiment et des Travaux Publics  
Version 5 jour au 24/03 - Ces éléments sont mis à jour régulièrement  
sur le site [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)

### CORONAVIRUS, AJUSTER SON MASQUE POUR S'EN PROTÉGER DANS L'ATELIER ET SUR LE CHANTIER DU BTP

COVID-19

- 1 Repérer le haut (barrette nasale)
- 2 Passer les élastiques derrière la tête, de part et d'autre des oreilles
- 3 Vérifier que le masque couvre bien le menton
- 4 Ajuster le masque en pinçant la barrette sur le nez
- 5 Tester l'étanchéité : couvrir le masque avec une feuille de plastique et inspirer ; le masque doit se plaquer sur le visage
- 6 Après usage, retirer le masque par les élastiques



(Conseils à afficher dans les bureaux, dépôts, ateliers, bases vie et bungalows de chantier)

OPFBTP  
Opérateur Professionnel de Prévention  
du Bâtiment et des Travaux Publics  
Version 5 jour au 24/03 - Ces éléments sont mis à jour régulièrement  
sur le site [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)

### CORONAVIRUS, ADOPTER LES RÉFLEXES POUR SE PROTÉGER DANS LES BUREAUX, DÉPÔTS, ATELIERS DU BTP

COVID-19

- ✓  Le maximum de personnel est en télétravail, pour que le minimum soit présent sur site.
- ✓  La distance d'un mètre entre les personnes, avec des bandes adhésives au sol, barrières, organisation des circulations, est instaurée.
- ✓  L'accès aux espaces et salles de réunion est limité.
- ✓  Les surfaces de contact sont désinfectées au minimum deux fois par jour : poignées de porte, tables, comptoirs...
- ✓  Les lavabos sont localisables et l'obligation de lavage des mains est claire en arrivant sur site.
- ✓  Des produits désinfectants et gels hydroalcooliques sont à disposition dans les lieux fréquentés et à proximité des surfaces de contact.
- ✓  Les consignes sanitaires sont affichées et visibles.

(Conseils à afficher dans les bureaux, dépôts, ateliers)

OPFBTP  
Opérateur Professionnel de Prévention  
du Bâtiment et des Travaux Publics  
Version 5 jour au 24/03 - Ces éléments sont mis à jour régulièrement  
sur le site [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)

### CORONAVIRUS, SSE DÉPLACER EN SÉCURITÉ POUR SE PROTÉGER DANS LES VÉHICULES ET LES ENGINS DU BTP

COVID-19

- ✓  Privilégiez le déplacement individuel dans un véhicule personnel. 1 personne par rang, positionnées en quinconce.
- ✓  Assurez la distance d'un mètre entre les personnes.
- ✓  Désinfectez les surfaces entre chaque utilisateur et utilisation : volant, poignée de changement de vitesse, poignée de coffre...
- ✓  Conservez sur vous l'autorisation de déplacement de l'entreprise et l'autorisation de déplacement personnelle : une par jour.

(Conseils à afficher dans le véhicule ou dans l'engin.)





OPFBTP  
Opérateur Professionnel de Prévention  
du Bâtiment et des Travaux Publics  
Version 5 jour au 24/03 - Ces éléments sont mis à jour régulièrement  
sur le site [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)



**COVID-19**

## CORONAVIRUS, ADOPTER LES RÉFLEXES POUR SE PROTÉGER DANS LES BASES VIE ET BUNGALOWS DE CHANTIER DU BTP

- La distance d'un mètre est respectée entre les personnes : diviser l'accueil par deux, donner des ordres de passage, décaler les prises de poste, coller des bandes adhésives au sol, mettre des barrières, réorganiser les circulations, limiter l'accès aux espaces et salles de réunion.
- Des lieux de pause sont organisés en extérieur.
- L'accès aux espaces et salles de réunion est limité.
- Des produits désinfectants et gels hydroalcooliques sont à disposition dans les lieux et surfaces fréquentés.
- Les distributeurs de savon, d'essuie-mains, de lingettes jetables et de gel hydroalcoolique sont vérifiés et approvisionnés.
- Les installations communes sont aérées et nettoyées deux fois par jour, au moyen de désinfectant, par du personnel compétent et équipé de gants et de bottes.
- L'usage des réfectoires est organisé par roulement.
- Les réfectoires sont nettoyés entre chaque tour de repas, y compris les fours, micro-ondes, réfrigérateurs...
- Les mains sont lavées à l'eau et au savon avant les repas.
- La gamelle et le thermos individuel apportés par chaque compagnon sont privilégiés.
- Les consignes sanitaires sont affichées et visibles.

(Conseils à afficher dans les bases vie et bungalows de chantier)

**OPFBTP**  
Opérateur Public de l'Industrie  
du Bâtiment et des Travaux Publics

Version à jour au 24/03 - Ces éléments sont mis à jour régulièrement  
sur le site [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)

[www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)

**COVID-19**

## CORONAVIRUS, LES BONS GESTES POUR SE PROTÉGER S UR LE CHANTIER ET DANS L'ATELIER DU BTP



1 Lavez-vous les mains avec du savon très fréquemment dans les bases vie et installations prévues à cet effet. Prévoyez des lingettes ou produits hydroalcooliques dans les véhicules utilitaires.



2 Évitez le contact physique et assurez la distance d'un mètre entre les personnes.



3 Nettoyez régulièrement les surfaces et lieux collectifs (tables, poignées...) ainsi que les équipements individuels (téléphone, lunettes, bouchons d'oreilles...).



4 Utilisez les équipements de protection : gants, lunettes ou écran facial pour casque, protection respiratoire (lorsque la distance d'un mètre avec une autre personne ne peut pas être respectée).



5 Toussez ou éternuez dans votre coude. Utilisez un mouchoir à usage unique et jetez-le dans une poubelle.



6 Évitez de vous toucher le visage.

**VOUS AVEZ UN DOUTE, UNE QUESTION ?**  
Contactez la plateforme téléphonique d'information  
au 0 800 130 000 (appel gratuit).

(Conseils à afficher dans les bureaux, dépôts, ateliers, bases vie et bungalows de chantier)

**OPFBTP**  
Opérateur Public de l'Industrie  
du Bâtiment et des Travaux Publics


Version à jour au 24/03 - Ces éléments sont mis à jour régulièrement  
sur le site [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)

[www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)

**COVID-19**

## CORONAVIRUS, AJUSTER SON MASQUE POUR S'EN PROTÉGER DANS L'ATELIER ET SUR LE CHANTIER DU BTP

- 1 Repérer le haut (barrette nasale)
- 2 Passer les élastiques derrière la tête, de part et d'autre des oreilles
- 3 Vérifier que le masque couvre bien le menton
- 4 Ajuster le masque en pinçant la barrette sur le nez
- 5 Tester l'étanchéité : couvrir le masque avec une feuille de plastique et inspirer ; le masque doit se plaquer sur le visage
- 6 Après usage, retirer le masque par les élastiques



(Conseils à afficher dans les bureaux, dépôts, ateliers, bases vie et bungalows de chantier)

**OPFBTP**  
Opérateur Public de l'Industrie  
du Bâtiment et des Travaux Publics

Version à jour au 24/03 - Ces éléments sont mis à jour régulièrement  
sur le site [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)

[www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)

**COVID-19**

## CORONAVIRUS, PORTER SON MASQUE POUR S'EN PROTÉGER DANS L'ATELIER ET SUR LE CHANTIER DU BTP

**Mettre en place son masque pour une protection efficace**

- 1 Se laver les mains à l'eau et au savon ou avec une solution hydroalcoolique.
- 2 Extraire de l'emballage uniquement le masque qui sera porté.
- 3 S'assurer que la mention imprimée sur le masque figure à l'extérieur. En absence d'indication spécifique, on applique sur le visage le côté le plus rembourré de la barrette.
- 4 Vérifier le sens du masque en plaçant la barrette nasale (si existante) sur le nez.
- 5 Tenir le masque en face du nez et de la bouche et passer les élastiques derrière la tête sans les croiser (pour les modèles « Bec de canard » et « FFP2 par pliage ») ou derrière les oreilles (pour le modèle « chirurgical »).

**Ajuster son masque pour une étanchéité efficace**




- 6 Pincer la barrette nasale (si existante) avec les deux mains pour l'ajuster au niveau du nez et limiter les fuites.
- 7 Abaisser le bas du masque barrière sous le menton. Le masque doit couvrir à la fois le nez, le menton et la bouche.
- 8 Vérifier que le masque est bien mis. Pour cela il convient de contrôler l'étanchéité et la gêne respiratoire :
  - Obtenir la surface filtrante avec les mains.
  - Inhaler lentement et vérifier que le masque tend à s'écraser.
  - S'il est possible d'inhaler facilement, le masque fuit.

**Une fois le masque porté, ajusté et étanche**

- 9 Ne plus toucher le masque avec les mains. Chaque fois que le masque barrière est touché, le porteur doit se laver les mains à l'eau et au savon ou avec une solution hydroalcoolique.
- 10 Éviter de baisser ou retirer le masque, notamment pour parler. Veiller à parler en maintenant le masque dans son état après sa vérification (étape n°8).

**Retirer son masque avec précaution**

- 11 Respecter la durée d'efficacité : en général de 4 heures à 8 heures (voir la notice du fabricant).
- 12 Retirer le masque en saisissant par l'arrière les élastiques du jeu de brides, sans toucher la partie avant du masque et le jeter.
- 13 Se laver les mains à l'eau et au savon ou avec une solution hydroalcoolique après retrait du masque.

(Conseils à afficher dans les bureaux, dépôts, ateliers, bases vie et bungalows de chantier)

**OPFBTP**  
Opérateur Public de l'Industrie  
du Bâtiment et des Travaux Publics


Version à jour au 24/03 - Ces éléments sont mis à jour régulièrement  
sur le site [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)

[www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)




**COVID-19**


## CORONAVIRUS, SSE DÉPLACER EN SÉCURITÉ POUR SE PROTÉGER DANS LES VÉHICULES ET LES ENGINS DU BTP




Privilégiez le déplacement individuel dans un véhicule personnel.  
1 personne par rang, positionnées en quinconce.



Assurez la distance d'un mètre entre les personnes.



Désinfectez les surfaces entre chaque utilisateur et utilisation : volant, poignée de changement de vitesse, poignée de coffre...



Conservez sur vous l'autorisation de déplacement de l'entreprise et l'autorisation de déplacement personnelle : une par jour.

(Conseils à afficher dans le véhicule ou dans l'engin.)


**OPFBTP**  
Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics

Versión à jour au 24/03 - Ces éléments sont mis à jour régulièrement sur le site [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)

[www.preventionbtpdirect.fr](http://www.preventionbtpdirect.fr)

**COVID-19**


## CORONAVIRUS, LES SALARIÉS À RISQUE ÉLEVÉ NE SONT PAS AUTORISÉS À TRAVAILLER



**Informez les salariés que certaines maladies sont associées à un risque important de développer une forme sévère de la maladie**

Les salariés pris en charge en affection longue durée (pris en charge à 100%) et les femmes enceintes dans le dernier trimestre peuvent se connecter directement sur le site [declare.ameli.fr/](https://declare.ameli.fr/) pour demander à être mis en arrêt maladie pour une durée initiale de 21 jours sans passer par l'employeur ou leur médecin traitant.

La liste ci-après précise les maladies permettant de recourir à cette procédure. L'assurance maladie procédera aux vérifications nécessaires et un arrêt maladie leur sera délivré. Les salariés souffrant d'une pathologie chronique identifiée mais non prise en charge au titre des affections longues durées sont invitées à prendre contact avec leur médecin traitant. Pour obtenir des informations complémentaires sur ces dispositions, les salariés peuvent contacter leur médecin traitant et/ou du travail qui pourra conseiller et aider dans ces démarches.



**Les personnes dont l'état de santé présente un risque de développer une forme sévère de la maladie sont celles souffrant de :**

- Maladies respiratoires chroniques (asthme, bronchite chronique)
- Insuffisances respiratoires chroniques
- Mucoviscidose
- Insuffisances cardiaques toutes causes
- Maladies des coronaires
- Antécédents d'accident vasculaire cérébral
- Hypertension artérielle
- Insuffisance rénale chronique dialysée
- Diabète de type 1 insulinodépendant et diabète de type 2
- Les personnes avec une immunodépression : pathologies cancéreuses et hématologiques, transplantations d'organe et de cellules souches hématopoïétiques, maladies inflammatoires et/ou auto-immunes recevant un traitement immunosuppresseur, personnes infectées par le VIH
- Maladie hépatique chronique avec cirrhose
- Obésité avec un indice de masse corporelle (IMC) égal ou supérieur à 40
- Les femmes enceintes

Ces personnes doivent impérativement rester à leur domicile, en arrêt de travail, si aucune solution de télétravail n'est envisageable. Attention, « declare.ameli.fr » n'est pas un téléservice de déclaration des personnes présentant des symptômes du coronavirus ou infectées par cette maladie, ces derniers relevant d'un arrêt de travail prescrit par un médecin.

(source Communiqué de presse Ameli.fr du 17 mars - Extension du service aux personnes à risque élevé)

**OPFBTP**  
Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics

Versión à jour au 24/03 - Ces éléments sont mis à jour régulièrement sur le site [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)

[www.preventionbtpdirect.fr](http://www.preventionbtpdirect.fr)

**COVID-19**

## CORONAVIRUS, SE PROTÉGER ET AGIR SUR ATELIER OU CHANTIER SI UN SALARIÉ OU INTERVENANT EST MALADE



**En cas de personne présentant des symptômes sur le lieu de travail**

- Isoler la personne et contacter le Samu15.
- L'inviter à respirer à travers un linge ou un mouchoir.
- Lui faire porter un masque du type chirurgical.
- Éviter tout contact étroit, ne pas la déséquiper.
- Lister les personnes qui l'ont côtoyé de façon rapprochée (1 mètre) et prolongée (+ 15 min) depuis l'apparition des symptômes et dans les 24 heures qui précèdent.
- Éloigner les autres personnes présentes.



**1. La personne qui porte assistance se protège**

- Porter des lunettes de protection, des gants jetables, et un masque chirurgical ou FFP2.
- Se laver les mains avec eau-savon ou lotion hydroalcoolique.
- Conserver des lingettes désinfectantes pour nettoyer les surfaces en contact.
- Se doter d'un sac à déchets.



**2. En attendant la désinfection de la zone et avant de se déséquiper, la personne qui porte assistance s'assure de :**

- Signaler et matérialiser chaque surface qui a été souillée.
- Déterminer avec le gestionnaire du site les installations à neutraliser (climatisation, ventilation, escaliers...).
- Condamner à titre de précaution les locaux non techniques (salle de pause, toilettes...).



**3. La personne qui a porté assistance se déséquipe**

- Se munir d'un sac.
- Retirer ses lunettes de protection.
- Retirer le masque.
- Retirer les gants en veillant à ne pas toucher la surface extérieure.
- Mettre le tout dans un sac plastique et le fermer.
- Placer ce sac dans un deuxième sac qu'elle ferme à son tour.
- Abandonner le tout sur place jusqu'à la désinfection.
- Se frictionner les mains avec la solution hydroalcoolique.


**OPFBTP**  
Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics

Versión à jour au 24/03 - Ces éléments sont mis à jour régulièrement sur le site [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)


[www.preventionbtpdirect.fr](http://www.preventionbtpdirect.fr)

**COVID-19**


## CORONAVIRUS, POUR SE PROTÉGER ET PROTÉGER LES AUTRES




Se laver très régulièrement les mains





Tousser ou éternuer dans son coude ou dans un mouchoir



Utiliser un mouchoir à usage unique et le jeter



Saluer sans se serrer la main, éviter les embrassades

Vous avez des questions sur le coronavirus ?  
 **GOVERNEMENT.FR/INFO-CORONAVIRUS**  **0 800 130 000** (appel gratuit)

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**CORONAVIRUS**  
Ce qu'il faut savoir ?

**LES INFORMATIONS UTILES**

**COMMENT SE PROTÉGER ET PROTÉGER LES AUTRES ?**

- Éviter tout contact étroit (moins de 1 mètre)
- Éviter tout contact prolongé (plus de 15 minutes)
- Éviter tout contact avec les surfaces communes (poignées, boutons, etc.)
- Éviter tout contact avec les personnes malades

**COMMENT SE TRANSMET LE CORONAVIRUS ?** (source OMS)

- Par la projection de gouttelettes
- Par la transmission au moins 15 minutes
- Par la transmission au moins 15 minutes

**QUELS SONT LES SIGNES ?**

- Fièvre
- Fatigue
- Toux et maux de gorge
- Gêne respiratoire
- Maux de tête
- Courbatures

**PLAN DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES RISQUES**

**STADE 1**  
Cas importés sur le territoire

→ Objectif : Analyser l'introduction du virus

**STADE 2**  
Existence de cas groupés sur le territoire

→ Objectif : Limiter la propagation du virus

**STADE 3**  
Le virus circule sur tout le territoire

→ Objectif : Limiter les conséquences de la circulation du virus

**STADE 4**  
Accompagnement du retour à la normale

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**CORONAVIRUS**

**LES INFORMATIONS UTILES**

**0 800 130 000** (appel gratuit)

[gouvernement.fr/info-coronavirus](http://gouvernement.fr/info-coronavirus)

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**Santé publique France**

## COVID-19

### LES BONS GESTES CONTRE LE CORONAVIRUS

Voici les gestes simples mais efficaces à adopter pour se protéger de l'infection et préserver ses collègues.

### PROTÉGEZ-VOUS LORSQUE VOUS TOUSSEZ OU ÉTERNUEZ

L'éternuement est un des facteurs de contagion les plus redoutables pour propager un virus. Toussez dans un **mouchoir** ou dans votre **coude**.

### LAVEZ-VOUS LES MAINS

Dès votre arrivée au travail et régulièrement dans la journée. Si vous êtes sur chantier ou sur la route, équipez-vous d'une solution de gel hydroalcoolique.

1. Lavez-vous les mains avec de l'eau et du savon pendant 20 secondes.
2. Effectuez des mouvements de friction et rotation. Nettoyez également les ongles.
3. Rincez sous l'eau courante.
4. Séchez-vous les mains avec une serviette à usage unique.

### NE TOUCHEZ PAS VOTRE VISAGE

De manière générale et particulièrement en période d'épidémie, **évit**ez au maximum de porter vos mains à votre nez, votre bouche ou encore vos yeux.

### ÉVITEZ LES CONTACTS PHYSIQUES

Pour se dire bonjour comme au revoir, **un sourire ou une main levée sont bien plus sûrs** qu'une poignée de main ou une bise entre collègues.

### UTILISEZ UN MOUCHOIR À USAGE UNIQUE

Pour ne prendre aucun risque, utilisez des mouchoirs en papier une seule fois et prenez soin de les jeter dans une **poubelle**.

### POUR PLUS D'INFORMATIONS

Appellez le **0 800 130 000** ou rendez-vous sur le site <https://solidarites-sante.gouv.fr>

## ORGANISMES

### MINISTERES DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE : EXTRAIT DU COMMUNIQUE

« Depuis plusieurs semaines, notre pays fait face à la propagation d'une épidémie sans précédent, conduisant le Chef de l'Etat à demander à chacun d'assurer la poursuite de son activité dans des conditions de sécurité sanitaire satisfaisantes.

Les entreprises du bâtiment et des travaux publics sont essentielles à la vie économique du pays et à son fonctionnement, en contribuant à des besoins du quotidien des Français comme le logement, l'eau, l'énergie, la gestion des déchets, les transports et les télécommunications.

Il est donc nécessaire d'œuvrer à la poursuite de leur activité, pour éviter une mise à l'arrêt totale des chantiers, qui déstabiliserait non seulement les entreprises concernées mais aussi l'ensemble de la chaîne économique. »



## GUIDE DE PRECONISATIONS DE SECURITE SANITAIRE POUR LA CONTINUITE DES ACTIVITES DE LA CONSTRUCTION DE L'OPPBTP

### PRÉVENTIONBTP

**COVID-19**


### GUIDE DE PRÉCONISATIONS DE SÉCURITÉ SANITAIRE POUR LA CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS DE LA CONSTRUCTION

En cette période d'épidémie du coronavirus responsable d'une maladie nommée Covid 19, la priorité des entreprises du BTP est d'adopter des mesures de prévention protégeant la santé de leurs collaborateurs, conformément aux responsabilités des employeurs, et de les inciter à veiller sur leur santé, leur sécurité et à celle de leur entourage.

Ce document liste les mesures urgentes et spécifiques à mettre en œuvre pour assurer les conditions sanitaires nécessaires aux personnels du BTP appelés à travailler en bureaux, ateliers, dépôts ou chantiers et autres lieux, en complément de toute mesure sanitaire édictée par les pouvoirs publics, qui ont approuvé ces mesures spécifiques. Les documents uniques d'évaluation des risques des entreprises doivent être mis à jour pour prendre en compte ces préconisations.

Dans le contexte de cette crise sanitaire d'ampleur exceptionnelle, la mise en œuvre de ces mesures est une condition incontournable des activités du BTP. Il appartient à chaque entreprise d'évaluer sa capacité à s'y conformer.



**Les entreprises doivent respecter strictement les préconisations de ce guide pendant toute la période de confinement décidée par les autorités et, à défaut de pouvoir le faire, stopper leur activité.**



Le Covid 19 fait partie de la famille des coronavirus, qui forment une grande famille de virus responsables généralement de rhumes et de syndromes grippaux bénins. Ils peuvent néanmoins présenter des formes graves, en particulier chez des personnes fragiles (personnes âgées ou atteintes de maladies chroniques, nourrissons, femmes enceintes...).

La transmission du virus s'effectue par voie aérienne et par contact physique, principalement par les mains, via des objets contaminés, ce qui

en fait une maladie très contagieuse (même lieu de vie, contact direct à moins d'un mètre lors d'une toux, d'un éternuement ou discussion de plus de 15 minutes en l'absence de mesures de protection...). À l'heure actuelle, il n'y a ni vaccin ni traitement spécifique.

**Seul le respect des mesures préventives permet de limiter les risques d'infection. Prévenir la contagion dans les activités du BTP exige de porter une attention soutenue aux mesures barrières dans les activités de chantier et annexes (bureaux, fournisseurs...).**



Ce guide a reçu l'agrément des organisations professionnelles et syndicales représentatives du Bâtiment et des Travaux Publics suivantes : Confédération des artisans et petites entreprises du bâtiment, Fédération nationale du bâtiment, Fédération nationale des travaux publics, CFE CGC BTP, Fédération nationale des salariés de la construction et du bois-CFDT, Fédération BATI-MAT-TP-CFTC, Fédération générale FO Construction.

Le présent document a été établi le 25 mars 2020. Il sera révisé et mis à jour en tenant compte des évolutions de la pandémie et des préconisations issues du gouvernement avec une veille quotidienne assurée par l'OPPBTP. Une version à jour est disponible sur : [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr).


 Un service **OPPBTP**

1

## AFFICHAGE DE SECURITE COVID-19



### NUMÉROS UTILES

Quelle situation ?	Quel numéro
Détresse respiratoire, urgence médicale.	<b>Samu 15</b> (114 pour les personnes ayant des difficultés à parler ou entendre)
Toux sèche, fièvre ou sensation de fièvre, suspicion de Covid-19 sans urgence médicale.	Contactez un médecin
Toute information générale sur le coronavirus.	 Numéro vert du gouvernement <b>0 800 130 000</b>

## Numéros et adresse mails utiles :

NOM	TELEPHONES ET MAILS

## CADRE DU DOCUMENT HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SECURITE

PARTIE A REMPLIR PAR LE CSPS	
Adresse pour accès véhicules au chantier	<i>Communes de MERDRIGNAC et GOMENE</i>
Contraintes horaires et livraisons	<i>Le chantier se réalise hors circulation par l'intermédiaire d'une déviation Ouest et une déviation Est de la RN164.</i>
Moyens de levage partagés disponibles	<i>Néant</i>
Zones tampons de stationnement	<i>A l'entrée du chantier</i>
Quais de déchargement partagés disponibles	<i>Néant</i>
Contraintes particulières du site	<i>Accès au chantier par voie en circulation</i>

PARTIE A REMPLIR PAR L'ENTREPRISE			
Nom de l'Entreprise	<i>A préciser</i>	Adresse	<i>A préciser</i>
Nom du réceptionnaire	<i>A préciser</i>	Téléphone GSN/mail	<i>A préciser</i>
Plage horaire de livraison	<i>A préciser</i>		<i>A préciser</i>

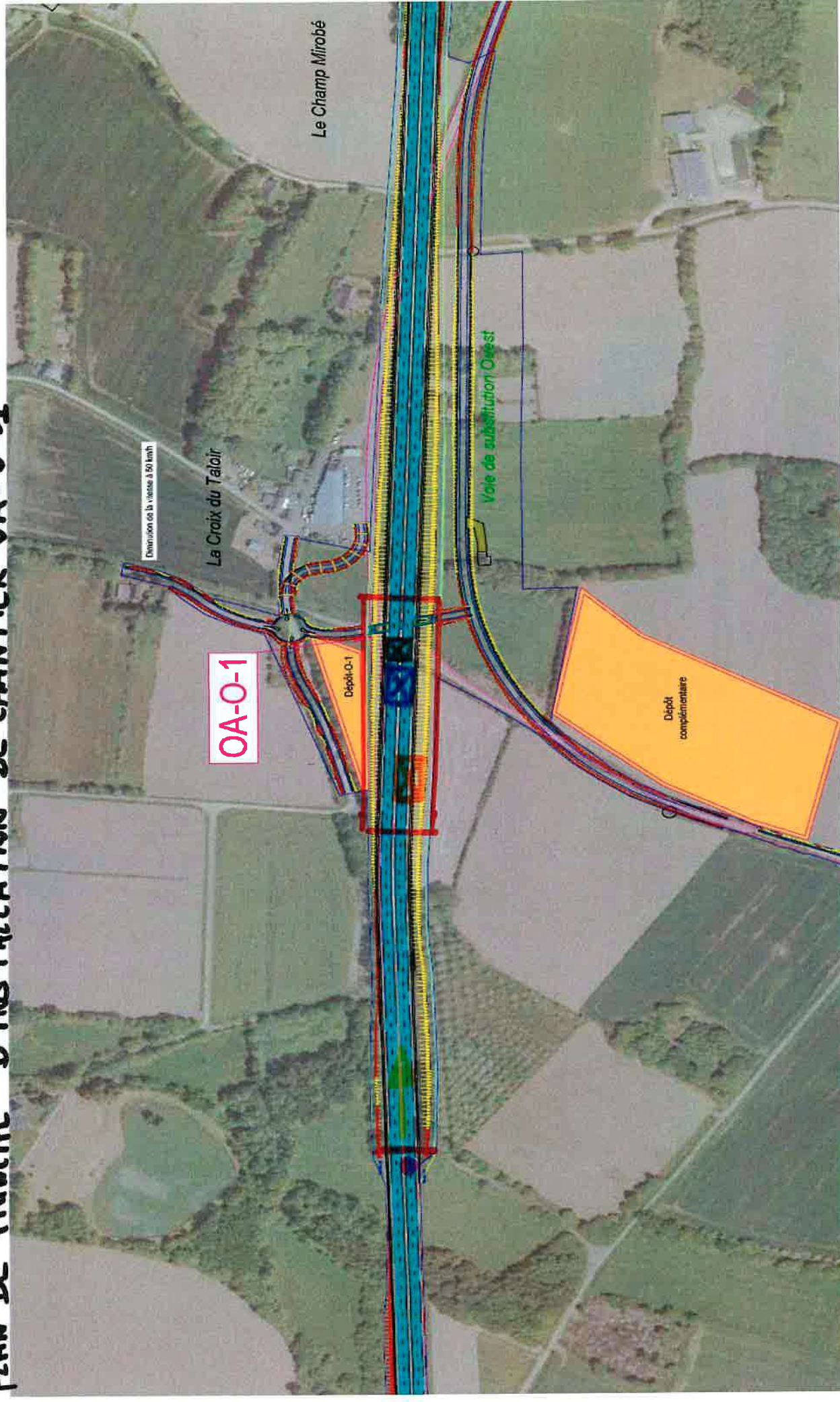
Nom du Chef de manœuvre	<i>A préciser</i>	Téléphone GSN/mail	<i>A préciser</i>
-------------------------	-------------------	--------------------	-------------------

Hauteur libre et largeur libre du portail d'accès véhicules	<i>A préciser</i>	Dimensions de la zone de déchargement et surcharge admissible	<i>A préciser</i>
Nature du sol de la zone de déchargement	<i>A préciser</i>	Engin de levage utilisé pour l'opération.	<i>A préciser</i>
Engins de manutention disponibles pour l'opération	<i>A préciser</i>	Obstacles à prendre en compte lors de l'opération	<i>A préciser</i>
Capacité de levage de la grue de chantier	<i>A préciser</i>	Surface et charge utile de la recette à matériaux	<i>A préciser</i>

*Projet de PIC*



# PLAN DE PRINCİPE D'INSTALLATION DE CHANTIER OA-O-1



四三

Base Vic

☒ Stockage

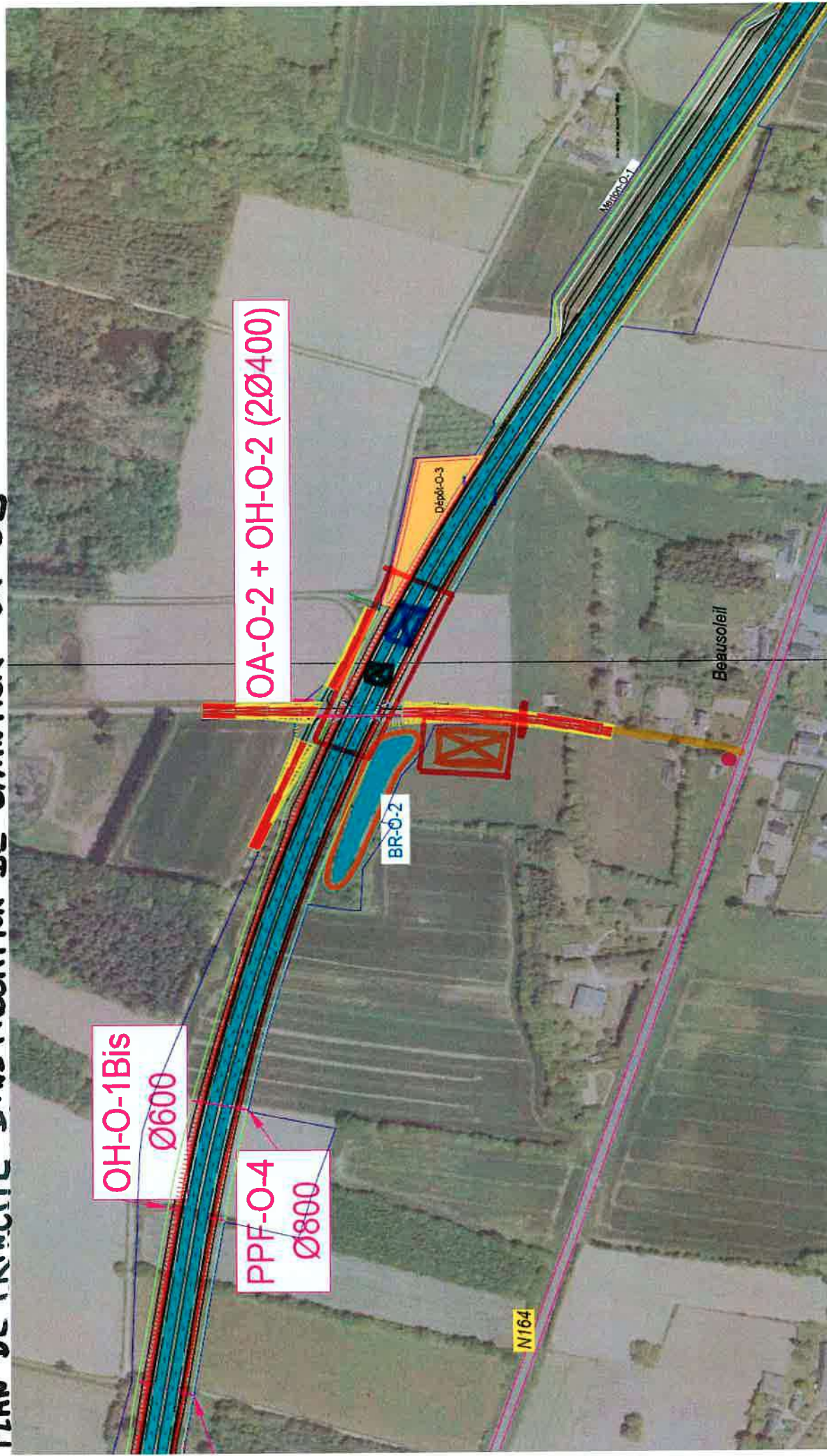
Accès

# Clôtures

• PAS



# PLAN DE PRINCIPLE D'INSTALLATION DE CHANTIER OA-O-2

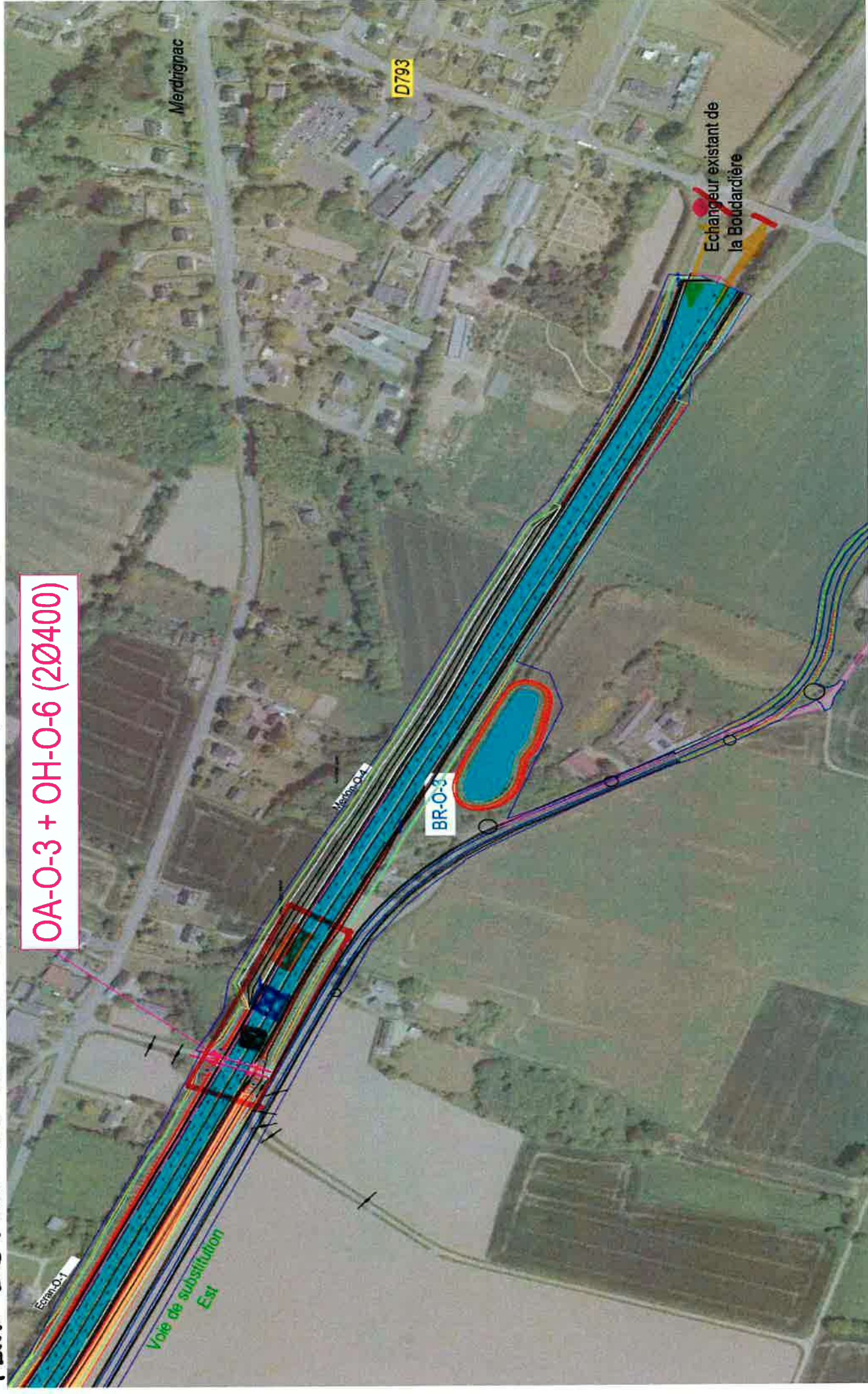


- Grue
- Basc Vie
- Stockage
- Accès
- Clôtures
- PRS



# PLAN DE PRINCİPE D'INSTALLATION DE CHANTIER OA - O-3

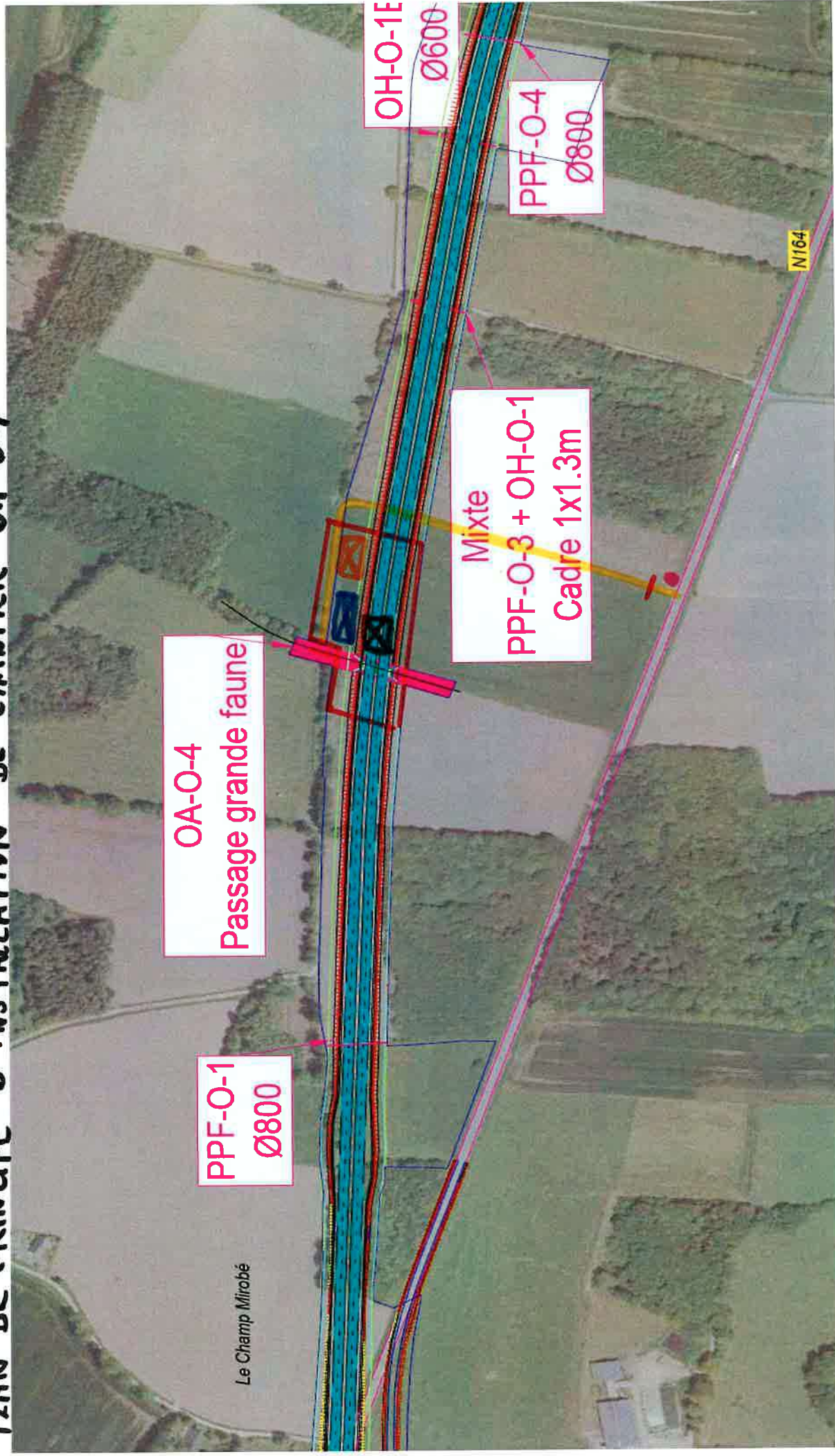
OA-O-3 + OH-O-6 (2Ø400)



- Grue
- Base
- Vie
- Stockage
- Accès
- Clôtures
- PRS

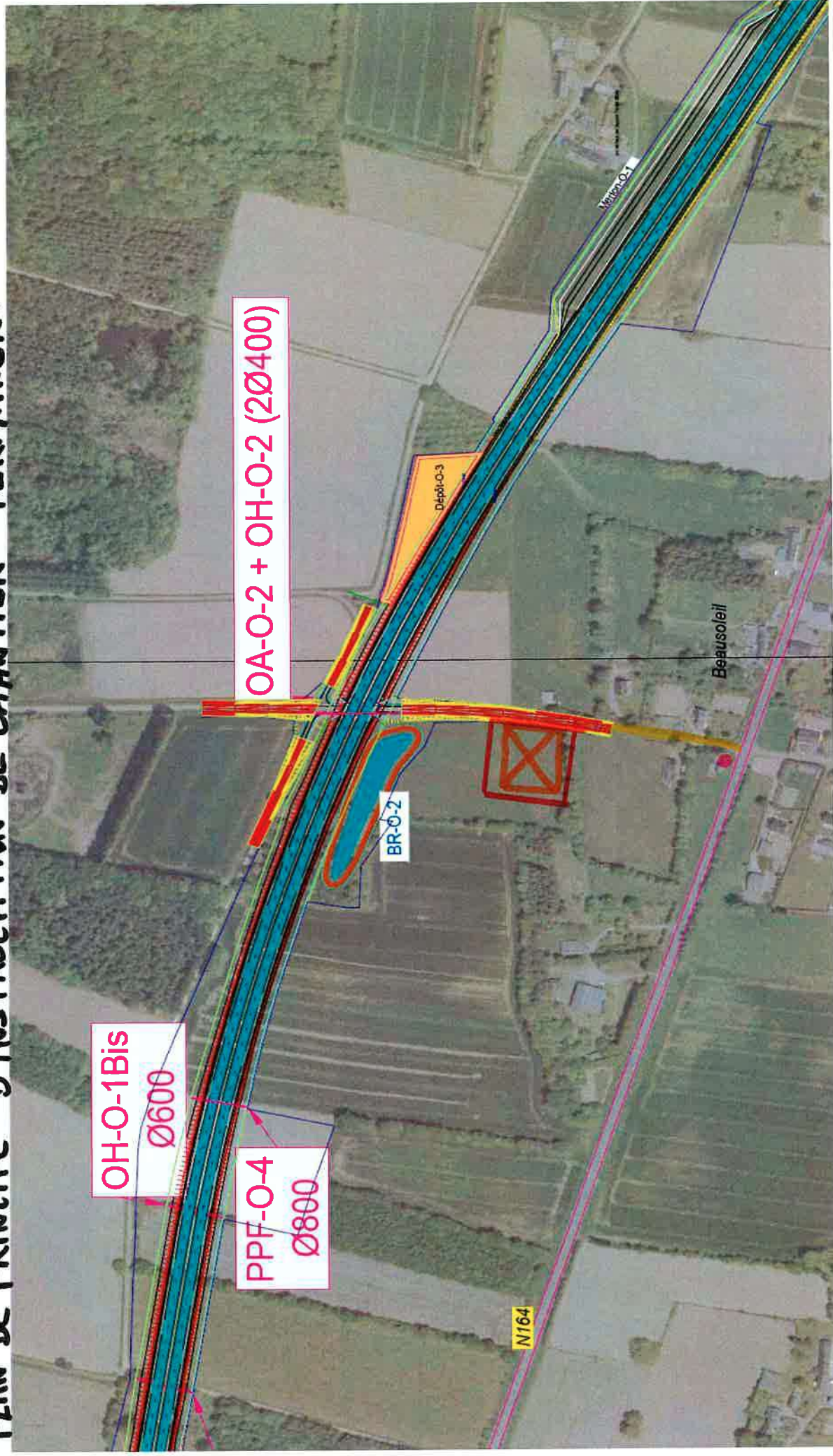


# PLAN DE PRINCIPLE D'INSTALLATION DE CHANTIER OA-04





# PLAN DE PRINCIPE D'INSTALLATION DE CHANTIER PERMANENT



Base vie permanente • PRS

Accès

Clôtures